

Rada Iveković,
La nouvelle universalité des exils et des migrations¹

Décrépitude et lassitude

« En marchant de la Bastille à la rue Saint-Antoine à Paris il y a quelques semaines, note l'écrivain britannique Tariq Ali, je pensais combien rapidement les dernières décennies ont pris leur revanche sur le passé. Le spectacle qui fait de l'ombre à tous les autres en France aujourd'hui est l'effondrement de la civilisation politique dont les bases furent jetées en 1789. La France radicale – son intelligentsia, ses partis politiques, son cinéma et sa presse – ont succombé au néolibéralisme. Le célèbre éditorial de Jean-Marie Colombani sur le post - onze septembre dans *Le Monde* – 'Nous sommes tous des Américains' - s'est trouvé être une prophétie. Est-il possible que la mémoire historique du pays soit bientôt effacée et que les événements des années mémorables – 1789, 1793, 1815, 1830, 1848, 1871, 1936, 1968 – soient déformés et oubliés ?¹»

En marchant de la rue du Faubourg Saint-Antoine à la Bastille tous les jours, je pense à la différence qu'il y a entre ma perception de Paris et de la France aujourd'hui et celle d'il y a deux décennies et plus. Certes, il y a le côté réception : celle (moi-même) qui s'imprégnait alors des images de ce pays venait d'une guerre (sa première), et presque tout lui semblait bon à prendre à la place de son lieu d'origine. Elle ne se sentait pas trop concernée, n'imaginant pas un seul instant de rester indéfiniment en France. Elle voulait profiter au maximum en peu de temps de tout ce que la ville offrait : conversations avec ses amis, cinéma, théâtre, ballet, expositions, restaurants, excursions, promenades, l'écoute de la langue, la lumière du mois d'avril, les ombres d'octobre et tout cela pour oublier l'angoisse et avant d'aller se faire torturer le soir à écouter les nouvelles de la guerre. La « nécropolitique » après la « biopolitique » en quelque sorte. La France était plutôt fermée institutionnellement, mais elle semblait largement ouverte humainement et sur le plan des idées. Il y avait encore une effervescence intellectuelle disposant elle-même d'un espace public plus ou moins unifié (il est aujourd'hui nettement fragmenté). A l'avènement de l'Internet, dans les années 1990, la France marquait un grand retard dans ce domaine. Les gens, eux, paraissaient assez courtois et avenants, les rues suffisamment propres, les flâneurs heureux et les clochards à la hauteur de leur mythe emblématique.

Que cela a changé ! Une nervosité et une incivilité certaines se sont emparées des Français qui, terrassés par la crise, par l'échec en série des choix politiques et de leur mise en application par des gouvernements successifs, sont finalement devenus

¹ Ce texte, « La nouvelle universalité des exils et des migrations », vient du dernier chapitre de mon livre *Les citoyens manquants*, Marseille, Al Dante, 2014. Les chapitres précédents du livre ont été publiés en ligne, dans une version première, sous le titre « Les citoyens manquants », sur le site de *TERRA* (<http://www.reseau-terra.eu/>), Réseau scientifique de recherche et de publication, Recueil Alexandries, Collection Etudes, septembre 2010, url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article1061.html>

Je remercie Florence Pazzottu et Goran Fejić de leurs aimables et irremplaçables relectures du manuscrit. R.I.

blasés. Les visages sont maussades, les rues nettement plus sales, sans parler des toilettes publiques ! Surtout, les clochards d'autrefois ont été remplacés par de nouveaux pauvres errants munis de sacs en plastique contenant quelques affaires, par de malheureux SDF aux yeux éteints et sans espoir, ainsi que par des sans-papiers désespérés ne sachant où aller. On est frappé par le nombre de jeunes chômeurs, et par l'apparition de familles dans la rue, munies de chariots portant le peu qu'elles possèdent. On n'ose pas penser au lieu où ils vont tenter de dormir. On voit des femmes, des hommes, dans l'extrême déchéance. On voit aussi partout des personnes essayant de les aider. Un jour on dira de nous tous, comme des « Allemands » du régime nazi, que nous ne voulions pas savoir, que nous ne pouvions pas ne pas savoir. On pourrait croire que c'est une illusion si on ne constatait pas le nombre grandissant à vue d'œil de ces exclus et leur dénuement extrême. Dans une France qui est le centre de l'industrie du luxe, la faim existe, l'Etat providence fout le camp et il n'en reste que le vague souvenir (pour les plus âgés) et quelques reliquats incongrus dans le paysage. La santé, l'éducation, les droits du travail, tout ce que l'Etat providence fournissait autrefois à ses citoyens, tout disparaîtra dans cette braderie. Le rapport entre les migrants et les citoyens est au mieux celui de « sujets » assujettis à la métropole coloniale. Le pourrissement de ce rapport coexiste avec la dérive générale. On constate une hécatombe des médias classiques, la liquidation des universités et lieux de recherche et de culture dont les financements se raréfient sans cesse, la disparition de la vie privée et l'émergence de nouveaux rapports directs dans les réseaux. Dans le capitalisme cognitif ces derniers exploitent désormais les travailleurs immédiatement jusque dans leurs corporalité même, les savoirs non hégémoniques sont voués à l'oubli, et le mantra postcolonial devient parfois à son tour un grand récit, tandis que la démocratie, d'un formalisme vide, semble de plus en plus fictive.

Chaque jour, à la radio, on entend dire combien de corps ont échoué sur les plages du pourtour nord de la Méditerranée : ainsi s'égrène quotidiennement le résultat d'une biopolitique et *nécropolitique* européenne bien calculée et mise en place avec un mécanisme inébranlable. En plus du nombre des morts², on nous informe aussi du nombre d'embarcations, et du nombre de migrants qu'elles contenaient, et qui ont débarqué à Lampedusa ou ont été recueillies par l'organisation *Mare nostrum*, organisation remplacée au 1^{er} novembre 2014 par *Frontex* puis *Triton*, dont il y a de sérieuses raisons de craindre qu'il sera au milieu des migrants comme un loup dans une bergerie. Les migrants sont sans doute aujourd'hui *la* question politique de l'Europe³, comme les « castes », selon Arundhati Roy⁴, sont *la* question politique de l'Inde. Celle-ci ne peut pas avancer sans résoudre cette question – sans arrêter l'exploitation et l'humiliation de certains groupes dans la hiérarchie de *varna*, comme l'Europe ne pourra pas progresser sans accueillir les migrants, qui sont aussi le travail délocalisé qui vient à elle, la dernière caste injustement sous-estimée. Ils n'atterrissent pas seulement à partir du sud et de la mer. Ils arrivent dans des conditions tout aussi difficiles et périlleuses à la marche, en trains ou bus, par les frontières terrestres où ils sont également traqués.

Un problème humanitaire ?

Les grandes migrations, la traversée de la Méditerranée, sont-elles simplement un problème humanitaire ? A l'arrivée, si jamais ils arrivent, les migrants sont entassés dans des camps derrière des murs et des barbelés... Il en faut plus pour les

décourager ! Même leur abatement n'a jamais été désespéré, ils ont cru à l'avenir.

Les migrants sont dans un projet positif et libérateur, un projet d'ouverture qui transcende toute résignation et tout désespoir. Les exilés, des réfugiés potentiels, eux, n'ont pas toujours pu faire des projets ni préparer leur périple, mais ils se retrouvent avec tous les migrants aux frontières, sur les embarcations, dans des camps semblables à des prisons. Migrants et exilés, même combat après tout⁵.

C'est là, dans ces « centres de résidence temporaire » ou « centres de rétention » comme le veut l'euphémisme (le but étant bien sur d'éviter le mot « détention »), que se produit pour les Européens, à leurs yeux en premier lieu, la « catastrophe humanitaire », car les étrangers seraient « trop nombreux » et les conditions d'hygiène difficiles à maintenir. Si simplement on ne les enfermait point, le problème ne se présenterait pas ! Ces étrangers finalement débarqués – au prix de combien de morts ? - auront encore à vaincre l'enfermement et à obtenir l'impossible : la liberté de circulation en Europe. Ce pourrait être une occasion pour œuvrer ensemble, Européens, migrants et exilés, à un devenir commun et partagé. Tel fut l'espoir soulevé un moment⁶. Mais les conditions dans les camps sont de révoltants obstacles au projet d'émancipation et de découverte des arrivants, à leur propre révolution intime et politique.

Avant la guerre faite par la France et par l'« occident » à la Lybie, avant donc l'embrassement provoqué d'une autre partie des pays arabes de la Méditerranée, la traversée (« clandestine ») à partir de la Lybie justement, était principalement entreprise par des Africains. Ceux-ci franchissaient d'abord le désert létal à la marche avant de s'embarquer pour l'Europe dans des bateaux de fortune au risque, réel, d'y perdre la vie. Dans tous les cas, ces gens, quel que soit leur parcours individuel, payent excessivement cher un voyage qu'ils font dans des conditions exécrables en enrichissant des passeurs peu scrupuleux, et cela sans aucune garantie de parvenir à (bon) port, sans assurance de survie, parce qu'ils n'ont pas pu s'embarquer en Turquie. La guerre, devenue guerre civile, provoquée en Lybie (en 2011) a changé quelque peu les parcours migratoires. La révolution tunisienne (en 2011) avait produit, à la surprise des Européens mal informés, une grande évasion de Tunisiens, dont bon nombre de jeunes diplômés et surdiplômés désireux de trouver enfin du travail, et leur afflux depuis la Tunisie ne s'est plus arrêté. Par là, entreprennent le passage dangereux les Maghrébins, les passagers venus d'Afrique noire, des Palestiniens, des Afghans, des Pakistanais, des Erythréens, des Irakiens, des Tamouls, des Syriens...

La véritable « catastrophe humanitaire » est aujourd'hui le résultat de la clôture de l'Europe. L'époque des ingérences et des « guerres humanitaires » est aussi celle des discours sur les « droits de l'homme », de la quasi unanimité du « bloc » occidental au sujet des pays arabes et de l'islam, de son triomphalisme au sujet de la « fin » des socialismes. On voit bien qu'il n'y a pas de catastrophe humanitaire sans catastrophe politique. L'affluence vers le nord méditerranéen est aussi la conséquence de l'histoire européenne et coloniale, de pays exsangues ou mal gouvernés qui ne peuvent assurer l'emploi ni même la subsistance ; de guerres toujours recommencées ; de catastrophes écologiques, de changements, par l'importation des semences, des engrais ou d'autres « bienfait » de la modernisation qui altèrent les formes de la production et donc les formes sociales. Après tout, nous sommes dans l'*anthropocène*, avec la certitude que

l'humain influe désormais sur les cycles du globe terrestre (changements et catastrophes climatiques, eaux, air, pollution, épuisement des matières premières, disparition d'espèces animales et végétales, déséquilibres produits par l'urbanisation, par les migrations etc. et surtout *guerres*), et va jusqu'à saturer l'espace cosmique de ses déchets. La modernité occidentale a transformé en peu de temps la structure de la production et la structure de la société⁷, qui n'arrive pas à intégrer les laissés-pour-compte. Cette modernité-là a écarté toutes les modernités alternatives et, avec elles, des savoirs populaires parallèles qui auraient permis d'adoucir la chute. Les transmigrants fuient aussi la militarisation des sociétés, la spoliation des terres, l'incursion des grandes corporations transnationales qui balayent tout devant elles, l'épuisement de la petite agriculture de subsistance qui a pour conséquence l'exode des paysans vers les grandes métropoles et, de ce fait, la congestion terrible de ces métropoles, la criminalité, le manque d'emplois et d'espoirs. Dans ces conditions où survivre demande de l'héroïsme, partir peut sembler une solution et donner espérance. Partir est un choix lui-même audacieux qui ouvre l'horizon, l'avenir, et l'approche de l'autre, la confiance en l'autre. Nombreux sont les jeunes qui partent pour trouver des emplois à la hauteur de leurs diplômes et connaissances, pour sortir de la société étouffante « archaïquement moderne⁸ » et patriarcale de leur milieu. Ils partent aussi dans un *geste constituant*, dans l'espoir de vivre en démocratie et dans l'attente que leur pays se démocratise. Ils sont les habitués des grands murs de séparation (Palestine/Israël, Mexique, Espagne en Afrique, Bangladesh/Inde etc.⁹), ils connaissent les pouvoirs stratifiés et coordonnés. Le geste du départ, c'est pour eux aussi l'expression d'un désir de liberté qui s'inscrit dans l'histoire à venir. Les « révolutions arabes », nonobstant leur cheminement difficile (Tunisie), leurs échecs temporaires et renvois, et les grands mouvements de migration, s'inscrivent dans l'horizon des nouvelles libertés exigées, celles que notre temps ouvre. Ainsi partent-ils positivement prédisposition envers une Europe qui, elle, pourtant ne leur a pas donné beaucoup d'exemples de son ouverture ni de sa bonne foi par le passé. Ils pensent être accueillis par leurs pairs. Ils se trompent. Ils tombent sur des barbelés, sur l'administration impassible. Partir, c'est se construire en tant que sujets ; mais, chemin faisant, cette subjectivation collective se fait d'abord en solidarité avec les autres exilés indépendamment de leur origine ou de leur langue et au delà de l'individualisation simple. Ils sont transnationaux et se projettent dans un devenir-sujet résolument transnational¹⁰. Plus loin, s'ils survivent, leur devenir-sujet se fera encore en opposition à l'accueil officiel exécration sur les côtes européennes, et en sympathie avec la population qui, à Lampedusa comme ailleurs, cherche à leur faire bon accueil.

Ils poursuivent une chimérique citoyenneté transnationale ou a-nationale européenne qui devrait être mais qui, violemment, se révèle une chimère.

La catastrophe, c'est aussi ce qui se produit pour les habitants de « Lampedusa » (prenons celle-ci comme la marque de toutes les Lampedusa de Grèce, d'Espagne et d'Italie, d'où les guillemets) : l'envahissement de la petite bourgade par des centaines de personnes en besoin d'aide d'urgence, dépourvues de tout, extenuées, souvent malades, désorientées ou effrayées après tout ce qu'elles ont vécu, pour ne rien dire des régulières et macabres découvertes des corps échoués. Les structures d'accueil et les chargés de la tâche sont trop peu nombreux, débordés, l'enceinte d'enfermement est trop petite, les arrivants en manque terrible de nourriture, de vêtements, de médicaments, de sourires. Le village est trop petit pour recevoir autant de monde, sans

compter les occasionnelles visites officielles italiennes ou européennes avec caméraman et télévisions. Cela, c'est aussi la catastrophe. L'agglomération a changé de caractère, le travail et la vie également. Le village n'est plus le même, il y a partout de jour et de nuit des immigrés dans les rues, des gens errants, des fantômes humains. Le phénomène encourage la xénophobie ambiante, mais révèle aussi la générosité. Des associations se portent volontaires pour venir en aide aux exilés, et pour soutenir les services mis en place par l'Etat et qui sont insuffisants. Des habitants accueillent dans leurs maisons des étrangers. D'autres font avec eux les démarches administratives nécessaires. Tous voudraient qu'il leur soit permis de quitter l'île et d'aller vers le continent, d'où ils pourraient partir vers des pays de leur choix. Mais c'est justement ce qui n'est pas possible. Des volontaires, souvent aussi des curieux et des journalistes arrivent du continent pour observer les grands sauvetages. Si les arrivants sont régularisés, ils ne pourront pas en principe traverser les frontières du pays d'« accueil ». Schengen, ce n'est pas pour eux. De grands malentendus apparaissent justement entre la France et l'Italie. L'Italie voudrait bien disséminer en Europe « ses » réfugiés, trop nombreux pour elle seule. La France plaide alors pour la fermeture des frontières à l'intérieur de l'Europe. En 2011 certains passent quand même et arrivent à Paris. Les Italiens leur donnent des laissez-passer, mais la France refuse de les recevoir¹¹. Un début d'organisation autogérée des Tunisiens de Lampedusa à Paris est brutalement cassé par les autorités françaises entre avril et mai 2011. Un espoir naissait alors chez quelques Européens favorables à l'ouverture des frontières et chez les immigrés, que les deux luttes pour la *citoyenneté européenne*¹², celle du sud et celle du nord de la mer commune, pourraient s'unir. Aujourd'hui, cette dernière reste une citoyenneté de deuxième ordre face à la citoyenneté nationale¹³.

De grands cataclysmes se produisent régulièrement dans les migrations vers l'Europe. L'espace dans lequel elles évoluent est ambivalent¹⁴ : il peut porter aussi bien au salut qu'à son contraire. Les aspirants partent pour une citoyenneté transnationale, ce que la citoyenneté européenne, pour l'heure inexistante, devrait être. Mais les migrations sont désormais déterminées par le nombre de morts ou, parfois, par le « grand » nombre de survivants sinistrés. En tout cas un décompte : quand ce nombre dépasse la centaine, il est en général signalé dans les médias et provoque l'indignation de la population, la justification ou les accusations réciproques des différents pouvoirs. Sinon les traversées périlleuses en conditions alarmantes sur des embarcations de fortune sont quotidiennes, et quotidien est aussi leur nombre. Il reste un écart incalculable entre le nombre – inconnu - des partants et celui des arrivants enregistrés. En 2009, lors de l'un des événements de ce genre, les autorités italiennes avaient refusé d'accueillir des embarcations de réfugiés et les avaient renvoyées vers la Libye sans même leur permettre de faire des demandes d'asile. Alessandro Dal Lago qui, lors des émeutes dans les cités avait répondu que ce n'est que le début pour l'Europe, revient à la charge : « En renvoyant les bateaux de migrants en Libye, le gouvernement italien a décidé de renoncer de fait et de droit à la moindre considération humaine, quelle qu'elle soit. Ou plutôt, il a établi *que la citoyenneté italienne ou occidentale, peu importe, est une condition préalable pour qu'une personne soit traitée comme un être humain.* » Et il ajoute : « Après tout, le fascisme est né dans une plaine entre les Alpes et les Apennins. Aujourd'hui, l'Italie est à l'avant-garde d'une agression faite à l'humanité.¹⁵ »

La citoyenneté fut d'abord pensée comme strictement juridique, et comme complément de la souveraineté d'Etat à l'autre bout de l'échelle. En haut de celle-ci

se concentre le pouvoir toujours en relation au territoire, et la citoyenneté est un lieu de sa dévolution. Il est clair que de nos jours son contenu est élargi au social, au culturel et au politique, et que la citoyenneté doit également être vue comme l'*ensemble* des expériences de la citoyenne (ou du citoyen) dans la cité. Il doit aussi dépasser la citoyenneté purement nationale, qui est restrictive. La citoyenneté européenne, justement, devrait avoir vocation à devenir transnationale, comme l'est l'individuation des migrants, qui sont nos citoyens manquants. Pour l'instant, la citoyenneté est au centre des enjeux de pouvoir qui se jouent sur les frontières externes et internes, en général avec violence, et tout se passe comme si les citoyen(ne)s manquant(e)s étaient des citoyen(ne)s de trop.

La citoyenne, le citoyen est en théorie sujet dans le contexte social et politique moderne (également, de manière plus limitée, dans l'Antiquité). On voit non seulement comment cela s'applique au « sujet », mais aussi comment la « citoyenne manquante » n'est point « sujet » au même titre que la citoyenne tout court. Le grand mouvement de déplacement et de chambardement dont elle fait partie le montre. Le sujet serait celle ou celui qui *pratique* sa cocitoyenneté dans la cité. C'est-à-dire qu'elle ne peut être exercée que dans la collectivité plutôt sociétaire que strictement communautaire¹⁶. Il lui faut en principe un minimum de démocratie déjà existante au moins pour un groupe, justement celui des citoyen(ne)s.

La limite en est donc l'Etat aussi bien que la nation. Les droits de citoyenneté inscrits dans le droit sont des droits qui renvoient à cette activité civique pratiquée en commun. Ils sont plus larges d'application que les droits humains (qu'ils englobent¹⁷) et qui, eux, renvoient avant tout aux revendications du sujet politique et social individuel lorsque la démocratie est bafouée. Mais l'inertie du système encourage tout au plus une citoyenneté passive et non engagée, et décourage ouvertement la citoyenneté féminine, de même que celle des groupes autrement défavorisés. La citoyenneté est possible (mais non garantie) là où quelque chose lui résiste: où il y a Etat et société civile, c'est-à-dire là où il y a espace politique, public, culturel et de production - *ouvert*. Elle est concevable quand les institutions ainsi que la vie associative, fonctionnent. Encore faudrait-il que la société dite civile¹⁸ soit perméables aux transactions de négociation des termes de la démocratie par les différents agents. Là encore la persistance du *principe d'identité* (l'hégémonie persévérante du dominant) fera en sorte que le système conteste la citoyenneté effective de ceux qui sont rendus subalternes (par exemple, les non-possédants depuis la Révolution française, ou les femmes, les étrangers, les Roms etc. selon les époques), alors même que cette citoyenneté leur est par principe universel accordée.

Comment penser une citoyenneté non majoritaire? L'espace public, censé être neutre et également ouvert à tous, ce qu'il n'est pas dans les faits, favorise une *certaine* forme de citoyenneté et laisse de côté tous ceux qui n'y sont pas conformes: il privilégie la *citoyenneté nationale masculine*. La citoyenneté des femmes « tarde » sur celle des hommes, ce qui représente une insuffisance majeure de la *démocratie masculine universelle*. Mais cette perception même d'un retard de la citoyenneté des femmes est un leurre : la citoyenneté « universelle » est construite sur l'*exclusion constituante* des femmes et d'autres catégories¹⁹, comme la citoyenneté dans les Amériques sera construite sur la *condition constituante* de l'expulsion du pouvoir et de la représentation des peuples indigènes. Les autres sensibilités ou rapports d'un politique répondant à d'autres critères, traversant d'autres domaines, ne sont pas

perçues dans l'espace focal civique ou civil. Tel est le cas de dimensions importantes de la vie privée et publique des femmes, de leur travail, de leur participation solidaire à la vie sociale (qui passe par l'individuel), de leur socialisation particulière, de leurs relations aux institutions, à l'imaginaire (ainsi qu'au réel) social et communautaire. Tel est le cas des rapports des sexes. Tout cela est relégué dans une sphère dite « privée ». Le statut d'enjeu politique ou civique est refusé. Pour tous ces aspects de la vie, non seulement des femmes, mais nécessairement de tous, le « champ de négociation » est à peine perceptible. Il ne s'agit pas seulement de faire parler un sujet historiquement dominé, mais surtout de déployer une instance de négociations des positions respectives des un(e)s et des autres pour transformer démocratiquement l'ensemble des relations²⁰.

La citoyenneté des femmes est encore aujourd'hui subordonnée à un droit coutumier officieux qui fait partie de leurs « être », qui est comme l'incarnation de la nation, et qui est d'autant plus efficace qu'il est occulté. C'est la règle qui gère les situations des exclus ainsi que des inclus en subordination : le mécanisme est d'autant plus fort qu'il n'est pas transparent. La reterritorialisations des frontières, leur effacement, leur retraçage, etc., bref, toutes les manipulations des frontières qui ne sont elles-mêmes que manipulations, nuisent fortement à la citoyenneté, au moins à court et à moyen terme, des femmes, et souvent des autres désavantagés. C'est dans cette *incomplétude intrinsèque de la nation* que se situe la « chance » politique des femmes par rapport à la nation, si toutefois la nation doit et peut être elle-même une chance. Ce qui est une tout autre question...

Les migrations nous interpellent

L'exil et les migrations nous interpellent, puisque les citoyens se constituent désormais face aux migrants. L'avenir de l'Europe devrait être la construction conjointe des citoyens et des immigrants pour le partage et un devenir commun. Les migrations sont en lien avec le phénomène observé, celui de la radicalisation de la jeunesse de part et d'autre, y compris de certains jeunes d'origine musulmane, ainsi que d'autres venant d'un imaginaire musulman transféré depuis Internet.

Il y a comme l'évidence d'une *nouvelle universalité des migrations et des exils*. Les migrantes et les migrants sont devenus des figures emblématiques, presque paradigmatiques, de notre temps, celle d'humains en déplacement continu, de nouveaux nomades. La nouvelle universalité des exils implique-t-elle la configuration d'une nouvelle constitutionnalité et de nouveaux modes d'institutionnalisation ? Il pourrait en effet y avoir une nouvelle forme de constitutionnalisation, et aussi d'institutionnalisation, qui vient avec et par les migrations. Je suis moi-même quelqu'un qui est né quelque part, comme tout le monde, et ce quelque part, dans mon cas, n'est pas le lieu où je vis maintenant depuis plus de vingt ans²¹. A titre personnel, l'exil n'est pas pour moi simplement la figure du regret et de la perte tel qu'on le décrit parfois. Il n'y a pas de déterminisme de l'exil. Je pense que dans la perte on peut se reconstruire, et que ce que l'on appelle l'exil est aussi une chance²². Il s'agit pour le moins une figure double: une perte et un gain. A elle s'oppose le principe d'identité et de maintien du même. L'exil est une perte et aussi l'opportunité d'une nouvelle vie, d'un nouvel imaginaire. En ce sens, on peut parler même de la chance d'une *émigration*. Pour survivre au cours des migrations et en exil, il est recommandé

de prendre le manque survenu par son côté positif.

Le principe d'identité renvoie également à la circularité du *logos*, celle de l'autoréférence de l'esprit à lui-même dans la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Plus qu'une auto régénération et plus qu'autosuffisance du sens, assurée par le fait d'un excès de soi-même. Quel est ce surplus qui reproduit un dehors au-delà de la totalité? C'est bien celui d'une surabondance de soi. Le pouvoir est assis sur une propriété qui peut inclure soi-même comme objet/sujet. La politique est donc, sous cet angle là, passion (une passion de soi-même) pour ceux qui la pratiquent. Il n'est dès lors pas étonnant que la sexualité, ou l'érotisme, soient un très fort enjeux de pouvoir qui peut aller jusqu'à prendre une forme « religieuse » sacralisant la situation de domination. Cependant, « les femmes décrivent leur expérience politique en terme de devoir, pas de passion ou de plaisir », écrit Alisa del Re²³. L'instrument principal de la démarche de sauvegarde de l'identique (et) du pouvoir est l'*universalisation* du principe dominant.

L'exil, dans sa forme appelée aujourd'hui « migrations », est devenu la principale et très courante manière de vivre des humains dans le monde. Ce n'est souvent pas un choix, plutôt une nécessité. Pas de quoi en faire un idéal. Pour simplifier, on peut différencier entre les *migrants* au projet élu et politique, et les *exilés* qui fuient dans l'urgence sans projet préalable. Quelle qu'en soit la raison, des millions de gens vivent désormais en transition²⁴ ou dans la migration, allant vers un exil plus ou moins permanent et en tout cas extrêmement éprouvant. Les migrations sont la figure de l'humain désormais²⁵.

L'exil a une longue histoire, et même ses traditions. En Grèce ancienne et à Rome les autorités envoyaient en exil les philosophes ou les poètes turbulents. Des littératures dans de nombreuses langues en sont issues²⁶. Elles ont des registres différents, mais toutes nous apprennent que même dans la conception positive de l'exil comme chance, il ne faut jamais oublier les souffrances qu'elles engendrent et engrangent. Dans la figure dominante de l'exil, cette connotation de perte, de nostalgie, de mélancolie est très forte. Il ne faut pas la nier ni la dédaigner, et elle peut être aussi constructive : on entre avec notre histoire dans le présent et on la porte vers l'avenir. J'ai la conviction que j'aurais, moi qu'on a souvent identifiée comme « exilée », fait l'expérience de cela, la perte, la nostalgie, la mélancolie, même sans m'être déplacée, parce que ces émotions sont également liées *au temps qui passe*. Il n'est pas possible de revenir à son enfance, voilà la cause du chagrin ; et le sentiment d'exil c'est un peu cela, le souvenir de notre enfance et jeunesse perdues. Adulte, on est toujours exilé, banni du « pays » de son enfance. Le « chez-soi » n'est donc pas seulement un lieu, c'est surtout un état d'esprit et un temps. Pour le « véritable » exil après tout, peut-on dire avec certitude quelle ration de nostalgie est due à la perte de l'enfance et des parents, et quelle autre au fait de se trouver égaré par d'autres circonstances ? Je suis pour ma part arrivée en « exil » à l'âge mûr de 45 ans. Un exil peut en cacher un autre: l'exil géographique, celui du dépaysement, peut apaiser, guérir, combler la douleur de l'exil temporel, celui du paradis perdu de l'enfance, comme il peut l'aggraver²⁷. Pour ma part, je me suis dit que l'exil serait aussi une chance ; et il l'est, dans la mesure où l'exil est aussi migration, c'est-à-dire un mouvement. « Migration(s) » est a présent un terme plus souvent utilisé que celui d'exil, en tout cas en politique.

Depuis 1989, seuil de notre époque, les migrations caractérisent de manière beaucoup plus significative et vaste l'humanité dans son ensemble. L'exil n'est plus un simple destin individuel, il est devenu un phénomène de masse. C'est la condition de millions d'individus. Auparavant, même dans les très grandes migrations, par exemple vers les Etats-Unis, on pouvait dire qu'il s'agissait en général d'individus qui s'additionnaient. L'émigration était un projet personnel, familial. Mais dans les migrations d'aujourd'hui, ce sont des populations entières qui bougent. Dans les pays proches et pauvres, dans les pays du sud du globe, les migrations sont beaucoup plus massives que celles vers l'Europe, le nord et l'occident qui font si peur à certains en Europe et dans d'autres pays nantis. Il y a eu, à titre d'exemples « décalés », parmi les juifs de l'Union soviétique puis de Russie, ceux qui, plutôt que d'aller en Israël, s'installaient en Allemagne de l'est. Il y a aujourd'hui les Sénégalais qui migrent vers le Brésil : c'est du sud-sud, est-est. Les migrations de notre temps sont complexes et elles sont dues à des causes multiples faisant un tout dans la mondialisation. Il y a les migrations pour cause de violence et de guerre, celles pour cause de régime politique insupportable ou pour cause de faim, celles dont le but est d'échapper à la terreur, aux mutilations, aux maltraitances. Il y a désormais les migrants écologiques, ceux dont les îles disparaissent, dont les lacs se dessèchent. Il y a les migrations économiques et celles des universitaires – étudiants et professeurs etc. Toutes ces différentes causes se rejoignent, car la condition écologique dans le capitalisme prédateur est à ce point désastreuse que, dans certains pays du sud, la situation est pratiquement celle d'une guerre. C'est bien l'anthropocène : il y a de véritables guerres en cours pour qui veut les voir, là où les frontières sont réglementées ou redécoupées, là où passent, par la paix apparente, des *transhumains* en transhumance, en un effort de transhumanité, dans la tentative de dépasser la condition subhumaine en vérité assignée à cette humanité-là. Bien sûr, avec ces transhumants-là passent par des *surfaces lisses* qui ainsi subissent de multiples assauts pour des *striations* concurrentes, les trafiquants de marchandises humaines (humains chosifiés) et les choses elles-mêmes, les commerçants d'armes, de drogue, de médicaments de contrebande...

Les catastrophes écologiques de même que les épidémies (*ebola*) produisent les mêmes paysages de guerre. Les obstacles s'élèvent par et dans le *strié*²⁸, mais ne sont pas les mêmes pour tous. Certains les traversent sans difficulté, d'autres payent aux seigneurs de la guerre ou de la paix de lourds « droits de douanes », ou, même, payent de leur vie leurs tentatives. Cela a lieu comme aux frontières de l'Europe, et comme aux frontières internes créées par les *quasi-guerres* européennes au sein de territoires que des générations heureuses ne perçoivent même pas (car ce n'est pas la guerre pour tout le monde) : les transhumants cherchent à contourner ces adversités et chicanes en se rendant invisibles, ou en striant les territoires de leur traces, de leurs signes apposés exprès, des détours tortueux que leur imposent des cartographies violentes, militaires, étatiques, ou en opérant eux-mêmes un marquage des découpeurs de territoires, en manifestant leur propre résistance, en accrochant aux palissades leurs projets, des jalons de sacs en plastique contenant leurs maigres biens. Ainsi essayent-ils de dépasser les producteurs de ruines.

Les désordres climatiques, les combats avec avions, chars ou bazookas, les chamboulements médicaux avec la « protection » correspondante, l'arrachement à la terre, les dépossessions, évictions, pillages et déportations, la chasse permanente aux filles et aux femmes, les peuples en colonnes sur les routes, la peur - tout cela en vrac est désormais la guerre et ne s'en distingue plus visuellement. Le panorama de

Fukushima est lui aussi un paysage de guerre. Les emplacements d'*ebola* sont des sites de guerre. Les spoliations de terre, les massacres passés sous silence ou minimisés, les déportations de masse, les combats, les *épidémies* et autres contagions, l'appropriation pure et simple sans aucune compensation, l'accumulation permanente des classes déjà possédantes, les délocalisations des industries, le renvoi des travailleurs, le manque d'air ou d'eau potable, les mafias, le racket, les séquestrations contre rançon en plus du changement climatique si funeste dans de nombreuses régions et pour certains cultivateurs, la préférence générale des corporations et la négligence et le manque de considération et même de prise en compte des paysans et les ouvriers, en plus des logiques politiques destructives, sont quelques-unes des très nombreuses raisons d'exil de grands ou petits groupes. Qu'il pâtisse de combats, de catastrophe climatique ou d'épidémies, le lieu que l'exilé(e) cherche à fuir est devenu un paysage de guerre. Et la guerre, ne l'oublions pas, est beaucoup plus guerrière encore pour les femmes.

Toutes ces formes de migrations ou d'exil aux causes diverses peuvent soutenir et être soutenues par la recherche d'une citoyenneté, mais elles sont en général plus que cela. Le rêve de revenir « un jour » en son pays reste souvent fortement ancré dans l'esprit du migrant. *La Convention de l'ONU sur les réfugiés* de 1951 s'évertuait – c'était du temps de la Guerre froide - à trouver, à définir et à fixer la distinction entre migrations économiques et migrations politiques²⁹. Aujourd'hui nous savons qu'il n'y a pas de distinguo possible entre les deux et que toute transhumance, toute transhumanité, est politique. Il a toujours été très difficile de faire de les différencier clairement, et les causes des migrations n'ont cessé de devenir plus complexes et diverses. Quant à la citoyenneté, elle est en voie de reconstruction sur d'autres bases, dans lesquelles les migrations et la pression qu'elles exercent ont une part. De plus en plus fragmentée et graduée, cette citoyenneté produira des droits différentiels pour des groupes distincts de la population, brisant ainsi un universalisme de principe. Parallèlement, les droits et le permis de séjour ou de travail des immigrés sont redéfinis, garantissant la « flexibilité du travail » chère aux industriels et aux corporations. Pour ceux qui ne sont pas en possession d'un permis de travail, les non Européens, les frontières deviennent infranchissables (« Schengen »). Cela vient contredire l'universalité des droits humains : ainsi les politiques migratoires suivent elles-mêmes le modèle communautaire.

Or, il est tout à fait possible, et même urgent, d'opposer à cette logique que l'on prétend inéluctable, une autre pensée de l'exil et des migrations. J'aimerais ici mettre en relief une forme particulièrement riche de migration : la *migration vers la métamorphose*, la migration en tant que métamorphose.

Il s'agit de la reconstruction de soi (individu ou groupe, à condition qu'un grand nombre partage l'idéal), de son « identité », c'est-à-dire le *désir de renaissance*, le *désir de devenir un(e) autre* : l'envie de transformation et d'altérité.

Les migrants ne partent pas nécessairement à la quête d'une citoyenneté précise, ni même particulièrement de la citoyenneté dont ils découvriront la dimension *imaginaire* chemin faisant. Le long du processus qu'est toute migration, ils et elles se retrouvent fréquemment très éloigné(e)s de leurs intentions de départ au sens strict, dd leur visée originale d'une « vie plus décente » tout simplement, de par ses caractères sociaux et politiques, tels qu'ils pouvaient se les représenter. Les migrants qui

réussissent à mettre les pieds en Europe³⁰ n'ont pas toujours de pays de prédilection: *ubi bene ibi patria*. Peuvent-ils compter sur une *identité européenne dont l'altérité serait constitutive*, ainsi que l'appelle de ses vœux Etienne Balibar³¹ ? *Sans attendre* une réponse, d'ailleurs incertaine, les migrants se construisent en route, dans la détresse, dans l'insécurité, dans l'invisibilité, dans l'inexistence administrative, mais aussi collectivement et dans l'espoir. Il s'agit d'une sorte de maturité politique déracinée et a-topique des revendications citoyennes, une subjectivité hors norme et hors champs qu'aucun Etat ne saurait leur proposer ni contenir. Une citoyenneté et une responsabilité sans Etat, transhumante et transhumaine, inclassable. Ils deviennent transnationaux³². Ils dévoilent nos *citoyens manquants*, ils le sont eux-mêmes, ce manque à l'humanité. Je pense ici au *désir d'altérité* et à la métamorphose du devenir-sujet et du devenir-citoyen, alors même que la citoyenneté officielle est refusée aux migrants. Ceux qui n'arrivent jamais, qui se perdent et sont perdus en chemin, qui périssent par milliers sur des frontières terrestres ou en mer, sont les citoyens manquants de l'Europe.

Le citoyen et le migrant sont aujourd'hui des figures que le regard dominant consensuel, distillé par l'Etat « démocratique », oppose l'une à l'autre. Qui n'est pas citoyen n'a pas de droits, c'est donc un migrant. Mais, de par leur *transnationalité*, les migrants dérangent cette opposition et représentent l'espoir d'une citoyenneté ouverte, agrandie, de l'avenir qu'ils enseignent par leur exemple à l'Europe et aux douaniers, policiers et trafiquants des âmes humaines.

Du côté de la réception et de l'accueil

Je propose que nous nous *étranglions* nous-mêmes, et que nous commençons ce paragraphe sur l'« accueil et la réception » par une digression du côté des philosophies d'Asie, d'une part parce qu'elles peuvent nous aider à penser autrement la question de la migration, d'autre part par ce qu'il me semble utile, nécessaire, d'affirmer leur familiarité pour « nous, Européens » plutôt que leur « extranéité asiatique »³³ si souvent exagérée.

Les philosophies d'Asie, partant du constat de la multiplicité du monde, n'en sont pas arrivées aux mêmes conclusions que les philosophies « européennes ». Elles n'ont pas bâti sur les mêmes principes que les philosophies « européennes » et « occidentales », qui étaient convaincues, on ne sait pourquoi, de leur avantage intellectuel absolu ainsi que de la singularité du continent de l'Europe eu regard aux autres continents³⁴.

Il n'y a pas en Asie ancienne de monothéismes (les conséquences en sont extrêmement importantes, mais nous ne pouvons pas les énumérer ici) entraînant des idées de suprématie de soi ; et il n'y a pas, à l'origine dans la plupart des grandes philosophies d'Asie (telles que le brahmanisme, le bouddhisme, le taoïsme, le confucianisme), de concept de *sujet* tel que nous le connaissons dans ses nombreuses déclinaisons « occidentales ». Il ne s'agit pas là d'un manque, mais de la spécificité même du système : les penseurs en Asie dans leurs propres contextes n'ont jamais souhaité distinguer entre le sujet et l'objet, entre l'intérieur et l'extérieur. Ils n'ont donc pas non plus construit, comme l'Europe, elle, l'a fait, à l'aide des monothéismes – de souverainetés, de transcendance ultime d'où décline une hiérarchie implacable. La métempsychose, les renaissances, la *transmigration*, comme en Grèce

présocratique, font partie intégrante de la vie et ne représentent nullement une exception. La *transmigration*, c'est-à-dire la migration d'une forme de vie à une autre, est une évidence dans l'imaginaire indien et dans celui d'une grande partie de l'Asie. Il serait donc possible, à partir de cet imaginaire-là, d'avoir un autre regard sur la question de la migration, de repenser cette question, afin d'aller peut-être vers un monde plus juste et où le mot égalité ne serait pas un vain mot.

Je ne prétends pas pour autant ici qu'il y ait des recettes qu'il suffirait d'aller chercher « ailleurs », ni que l'Asie se soit mieux débrouillée que l'Europe quant à l'égalité, à la justice ou à la démocratie (celles-ci peuvent être des idéaux mais ne sont pas des états de fait), ces modèles que par arrogance inconsciente l'« occident » feint d'oublier en se les attribuant. J'émetts l'hypothèse que l'Asie pourrait nous aider à concevoir d'autres options même si nous n'adoptons pas forcément les siennes.

Fermons ces parenthèses et revenons à notre thème : l'*accueil* et de la *réception*, ou les migrations comme autant de tentatives de traduire et de se traduire, de se transformer et de transformer.

Qu'est-ce donc que la traduction, la translation³⁵ ? C'est un passage de frontières. On passe au-delà de quelque chose. Salman Rushdie, l'écrivain d'origine indo-pakistanaise qui a été frappé d'une *fatwa* en 1989 pour avoir écrit *Les Versets sataniques*, avait commis un autre livre, *La Honte*³⁶, qui parle du Pakistan. Il y dit, à propos de la traduction, que c'est « to be borne across », *être transportés* supposément *au-delà* de la limite ou d'une bordure. Mais dans ce « to be borne across », en anglais avec un « e » à la fin, dans ce « borne » on entend aussi « to be born », sans « e », *être né*. Etre né par-delà, ou bien être transporté par-delà : les deux convergent dans cette traduction : *on ne naît que si on est porté-conté* ; et on est porté par *quelqu'un(e)*. Voilà la translation, la traduction, voilà la migration ou la transmigration. Tout au long de la vie, on est porté par les autres. Et l'on a conséquemment une dette envers les autres. Sans la reconnaissance de cette dette envers l'autre et les autres, on ne pourra pas construire un monde commun. Et il est dans l'intérêt de tous de construire ce monde.

Il s'agit à présent de savoir comment ceux qui traversent les frontières et viennent vers « nous » pourraient recevoir chez « nous », dans « notre » espace public, une écoute « dans sa spécificité même ». Or cette question de la *réception* est souvent posée en toute méconnaissance de cause. La « question de l'autre » y est absente, « partage » n'y a aucun sens positif, et il n'y a donc aucune possibilité d'entendre, de comprendre ce que les migrants ou les migrantes ont à dire. « Partage » a deux significations : la séparation et la mise en commun, soit la mise à disposition pour l'autre considéré comme un égal. Ce n'est qu'*ensemble*, dans la dialectique de deux significations opposées, que le partage peut être un mécanisme positif, dynamique et utile, peut permettre de construire du commun.

Dans les conditions actuelles, on ne peut pas entendre les migrants. Ce n'est pas qu'ils ne parlent pas, c'est qu'on ne les entend pas : l'espace public est tout entier le « nôtre », c'est-à-dire arrimé du côté du sourd³⁷. Comment pourrait-on les entendre ? En partageant « notre » espace public avec eux, et en *nous* transformant, *nous*, afin qu'un jour l'inégalité entre « eux » et « nous » disparaisse. Car eux – et c'est là qu'est la différence –, ceux qui arrivent, sont en transformation : ils sont en migration, en

traduction et en translation, ils sont dans l'ouverture. Et « nous » qui pensons qu'« ils » peuvent s'exprimer librement dans notre espace public, *ne les entendons pas* parce que nous ne sommes pas en ouverture, nous sommes dans le sécuritaire, dans la problématisation des migrations et dans la paranoïa : au lieu de voir que l'altérité fait partie de nous, nous est constitutive, nous sommes rendus myopes et affolés par cette paranoïa qui ne nous permet pas de distinguer la dette que nous avons envers les autres. Il est par exemple flagrant que les insurrections et guerres dans les pays arabes sont (aussi bien dans la version « révolution » et *place Tahrir* que dans la version « création d'un Etat islamique ») une nouvelle tentative de construction d'un *grand nouvel universel commun* : une tentative de transformation que les acteurs de ces insurrections ne font pas simplement pour eux-mêmes mais aussi « pour nous ». Là où les Etats ont échoué, un « Etat islamique » essaye de se mettre en place. Mais l'Europe est en stase, en phase de dépolitisation (avant une nouvelle repolitisation), et ne peut le comprendre, en proie à la rhétorique du terrorisme. Au sud de la Méditerranée la situation est potentiellement à la fois pire et pourtant potentiellement meilleure en ce moment³⁸, de même que dans certains autres “suds” de la planète.

Le migrant et le citoyen. L'exil et les frontières

Reprenons la figure du migrant. En arrivant, le migrant ou l'exilé *n'est pas citoyen*. C'est même le problème. Le citoyen a en principe des droits, le migrant n'en a pas, en dehors desdits droits humains, d'ailleurs en permanence bafoués. Est-ce le problème du migrant ? Oui, mais c'est surtout celui des citoyens et de la citoyenneté, dans sa conception même. La citoyenneté est liée à la cité, elle est liée à la configuration étatique, elle exclut toujours quelqu'un, de même que la démocratie³⁹. La démocratie n'existe que parce qu'il y a des frontières⁴⁰, parce qu'il y a des exclusions et, donc, parce qu'il y a ceux qui sont exclus ou vont l'être. Les Roms, les femmes autrefois (pendant longtemps et toujours), les *dalit*, les immigrés (même de deuxième ou troisième génération – les « minorités visibles » selon l'euphémisme français), les très pauvres ou d'autres encore vont en être exclus plus ou moins ouvertement, ou seront des citoyens de deuxième ordre. La cité universelle n'est pas encore à l'ordre du jour ; elle a été pensée dans les religions ou les arts comme faisant partie de l'au-delà ; la construire sur terre demanderait un sacré travail politique. Aussi bien l'Etat (en l'occurrence, les Etats ensemble, c'est-à-dire l'Europe) que la société multiplient les frontières externes (sous-traitées aux pays voisins, notamment à la Lybie de Khaddafi avant l'attaque par les avions français en 2011) et les frontières internes, internes à l'Etat ou à la cité. Le citoyen et la citoyenne délimitent l'espace politique et public, celui dans lequel on ne peut pas entendre le migrant, puisqu'il (ou elle) est en dehors du système. Le magnifique livre d'Edouard Glissant parle de ce qui n'est pas entendu : le “cri du monde” du sud de la planète⁴¹, de ce qui n'est pas perçu dans la rationalisation extrême, parce que la citoyenneté avec la rationalisation républicaine c'est un peu ceci : mettre de l'ordre dans les choses mais en laisser beaucoup hors champ. La démocratie (de même que la citoyenneté) ne s'adresse qu'à ce qu'elle a défini elle-même comme son champ ; ce qui reste hors champ, et conséquemment hors espace public (les migrants, les sans-papiers, les Roms...), ce n'est pas son affaire !

C'est pourtant bien cette étroitesse de vue et de définition qui affaiblit aujourd'hui la souveraineté de nos Etats, ces souverainetés qui, ailleurs, dans d'autres régions du monde, sont devenue multiples et plus importantes qu'en Europe.

La souveraineté d'un Etat européen n'a cessé de perdre en importance et en portée depuis l'établissement de l'Union, alors que la souveraineté d'un Etat d'Asie, celle de l'Inde ou de la Chine, par exemple, prend aujourd'hui de l'envergure et de la puissance, y compris, bien sur, dans sa possibilité de nuire. Mais c'est avec la souveraineté que s'accorde, à l'autre bout de l'échelle, la subjectivité. En parlant en « européen », au bas de l'échelle présidée par l'Etat « souverain », il y a les sujets politiques, individuels ou non. *Souveraineté et subjectivité* se tiennent ensemble. Là où la souveraineté, telle qu'on la connue jusqu'à la fin de la Guerre froide, est mise en cause, la *qualité de citoyen politique* est également interrogée avec la subjectivité politique.

Et nous devons chercher plus loin que la dépolitisation du vieux « continent ». Je soutiens que la figure de la migration à notre époque est encore à étudier – que c'est une figure encore *expérimentale*. Les migrantes et les migrants sont porteurs d'une nouvelle « constitutionnalisation » qui n'empruntera pas forcément les formes politique jusque-là connues de la constitutionnalisation, mais qui, marquée toujours par le motif du déplacement, passera par des formes nouvelles, mouvantes de l'institution par la mise en réseaux, par la mise en connectivité par rhizomes⁴², composant ce que l'on ne reconnaît pas encore comme des mouvements sociaux et politiques, bien qu'ils le soient à leur manière.

La représentation politique d'autrefois perd de plus en plus de son efficacité. L'élaboration de la souveraineté par la laïcisation du modèle divin des monothéismes occidentaux (aussi bien dans l'islam que dans le judaïsme, bien sûr) avait imposé le parcours rigide d'une flèche où ce qui est envoyé par le haut et de ce qui est reconfirmé et tamponné par le bas au moyen du pouvoir mondain (séculier) et masculin, ce qui est la même chose, constituant ainsi l'être-ensemble. Ainsi constitué et défini, cet *être ensemble* s'épuise et est de plus en plus mis à mal. Le commun doit être reconstitué.

Devenir ensemble. En résistance au capitalisme guerrier

L'être ensemble est en réalité, dans sa plénitude, un *devenir ensemble*. C'est un cheminement partagé sur la route migratoire, dans le processus de transition et de transformation. La route construit les subjectivités, par la nécessité de l'*agir ensemble*. Le devenir politique de chacun(e), la métamorphose individuelle et collective sur ce chemin, consiste en l'ouverture à l'autre, en la connaissance mutuelle, et impose parfois de céder à l'autre et de considérer le bien d'autrui avant le nôtre. C'est ainsi que l'on se traverse l'un l'autre tout en gardant son caractère particulier. C'est ainsi que l'on découvre – ensemble – le *commun*, qui peut être commun parmi les très divers. En découvrant l'autre dans cette perspective d'ouverture, on reconnaît son originalité ou ses spécificités tout en prenant conscience de ce que « nous » partageons avec lui ou elle. C'est ainsi que l'on admet des sujets politiques divers, parfois improbables selon certains angles ou certaines époques. Dans ses efforts pour dépasser la seule dimension de classes, le marxisme

reconnaissait déjà, au moins avec Marcuse, au-delà de la classe ouvrière, divers sujets politiques porteurs d'espoirs universels, tels que les femmes, les étudiants, le Tiers monde⁴³ etc. Depuis, la prolifération des sujets politiques n'a pas cessé.

La fragmentation subie par les sociétés humaines depuis et avec la dernière mondialisation, celle du capitalisme guerrier⁴⁴ dévastateur, a fait émerger de nombreux nouveaux sujets revendiquant leur « identité » (en général construite et *racontée*, mais peu importe). Ces « identités » se sont constituées, à l'exception de celle des femmes, comme ethnicisées et ne revendiquant plus l'universalité mais plutôt le caractère particulier. Dans ces circonstances, l'image du politique change. A l'intérieur d'un groupe identitaire, comme dans toute « communauté » à filiation, on a généralement affaire à une construction verticale et hiérarchique élaborée sur le modèle masculin. A l'extérieur de ce groupe, on devine des formes de « démocratie » préconisées qui garantiraient, dans la démocratie formelle égalitaire, les intérêts spécifiques et, autant que possible, la prévalence du propre groupe considéré (groupe ethnique ou national, voire tacitement « racial ») sur les autres. Il en résulte la prolifération des formes de fermeture communautaristes et sexistes. Bien sûr, cette prolifération est aussi la conséquence des politiques prédatrices du capitalisme postindustriel démolisseur qui s'approprie les personnes physiques. Ce nouveau capitalisme, établi par la simple organisation du travail, des dépendances et des externalités, par la spoliation des biens privés, publics et communs, par l'exploitation multiforme, continue et subtile des femmes (avec un vocabulaire égalitaire, cela n'empêche pas), par la guerre des classes - guerre fomentée : *un état de guerre permanent et généralisé* - est particulièrement débilisant et mortel pour ceux qu'il assigne au bas de l'échelle sociale. Les conditions de vie y sont, pour les migrants, pour certaines classes de femmes et pour ceux qui sont discriminés d'un point de vue racial, coquelles d'un temps de guerre. Le genre, la race et la classe, la nationalité et la religion restent, aujourd'hui, les principaux « critères » et prétextes à l'assujettissement, à l'exploitation en vue de l'accroissement du profit, à la colonisation. Ces critères fonctionnent ensemble, ils ne peuvent être séparés.

Dans les circonstances, la formule de la démocratie, désormais fonctionnellement attachée au concept de « gouvernance », n'est plus aujourd'hui le soutien d'une quelconque égalité, que ce soit de principe ou de fait. Nous voyons, dans toutes les parties du monde, apparaître des « identités » revendiquant leurs spécificités en référence à des droits « naturels », et des privilèges qu'ils pensent dus à leur groupe en vertu de leur communauté, de leur nationalité, de leur religion, de la couleur de leur peau, de leur langue etc. Boaventura de Sousa Santos a montré, dans *Démocratiser la démocratie*⁴⁵, qu'un Etat formellement démocratique de manière « satisfaisante » pouvait encadrer une *société fasciste* sans pouvoir (sinon vouloir) y remédier. Cette dernière évoluera, dans une telle éventualité, de l'ethnicisme au nationalisme, au rejet de l'autre, au fascisme sociétair tout en respectant la démocratie formelle (et désormais vide⁴⁶), celle des partis et des élections. La *démocratie fictive* repose sur une rhétorique bien rôdée des groupes hégémoniques, relayés à leur tour par les groupes inclus en subalternité : c'est alors que cette rhétorique généralisée devient un populisme de droite⁴⁷.

Dans la mondialisation, les frontières deviennent incertaines et bougent, mais ne disparaissent pas ; au contraire, elles prolifèrent et se multiplient, aussi bien à l'intérieur qu'entre l'intérieur et l'extérieur⁴⁸. Elles créent des zones à divers usages,

plus ou moins sécuritaires, et aussi simplement des zones de confins reterritorialisées auxquelles les exilés donnent corps, et qui sont constamment reconfigurées, interrogées par les pouvoirs étatiques comme par les transmigrants résistants. En temps de guerre en effet, il faut reconnaître à ces derniers le statut de *résistants*. Traversant contre vents et marées (c'est le cas de le dire) les frontières, striant le lisse par des lignes de fuite et des reconfigurations, *les migrants sont des résistants* contre les forces binaires de la séparation et de l'opposition sans partage.

C'est dire que leurs « ennemis » sont multiples. L'adversité ne vient pas simplement de l'Etat, mais de toutes les nombreuses forces de fermeture à l'autre, de dogmatisme, de production de l'altérité.

Or, de par le principe de métamorphose qui les soutient, les migrants sont constitutivement ouverts aux autres sans et avant même d'y penser. Indépendamment de leurs motivations et de leurs raisons, ils et elles sont partis à la rencontre de l'inconnu et se sont prêtés et soumis de bonne foi à la transformation sans fin de soi, y compris en passant par la dépossession de soi. C'est peut-être pour cela que leur mouvement n'est pas un mouvement comme les autres, comme les mouvements sociaux classifiables des années 1970-90. Il est mutant dans le temps. Les individus en lui roulent, alors qu'il reste et qu'une ligne directrice s'en dégage, transmise de vague en vague. Les migrants, déshumanisés, pourchassés de partout comme des pestiférés, devenus transhumants et transmigrants par la force des choses, sont passés maîtres dans la formation de la citoyenneté de l'avenir, et sont donc nos maîtres. Non par un enseignement positif (en effet toute figure de transmigrant et tout transmigrant peut *échouer*) mais par l'exemple et la résistance aux identités prédéfinies et assignées. Osons le dire : en termes de « tradition », rien ne se transmet ici ou pas grand-chose. Ou bien, si tant est que quelque chose se transmette, ce n'est pas d'un grand intérêt. Ce qui importe surtout, c'est la leçon de résistance et de métamorphose sans précondition et sans attribution, c'est-à-dire non pas un contenu, mais un *comment* obstiné. Un devenir, comme diraient Deleuze et Guattari. Les migrants seraient aisément en devenir ou jetés dans celui-ci, plus difficilement dans l'être, bien que rien ne soit dicté d'avance. Mais les colons ont également été migrants. Une fois sédentarisés, ils peuvent revenir à la terre. Celle des migrants est une condition qui se métamorphose. Les rapports peuvent se renverser. Le mouvement des migrations continue.

Où nous rejoignons par un autre biais les anciennes philosophies d'Asie, ainsi que des scénarios aperçus mais abandonnés, ceux où les humains n'auraient pas construit une civilisation où règnent l'appropriation et la spoliation, dont des pratiques ne sont pas seulement généralement nécrophiles, mais aussi localement suicidaires.

Il n'y a pas de tradition dans la migration, on n'apprend pas à migrer individuellement. On n'apprend pas vraiment à être pauvre, même si on l'« apprend » s'il le faut, en émigrant. Et pourtant certaines « appartenances » à tel ou tel type de migration se profilent, ressemblant à des spécialisations ou à des trajectoires données.

Les Rroms, des humains

Les Rroms sont soudain réapparus sur la scène politique française au moment où des chasses aux Rroms en France et en Italie, furent rendues publiques⁴⁹ (nul ou presque ne parlait alors des mauvais traitements dont ils étaient victimes de manière générale, et plus particulièrement en Hongrie et en Roumanie). On faisait alors, et ont fait encore, des entorses aux règlements et règles du jeu, au moment de raser les bidonvilles peuplés de prétendus étrangers. Ce n'est qu'à l'occasion de cette « actualité » que fut rappelé le sort de nombreux Rroms, pendant la deuxième guerre mondiale. Jusque-là, les remémorations rituelles et annuelles de l'holocauste ne faisaient généralement aucune place à ces autres victimes des chambres à gaz, de même qu'elles n'évoquaient que rarement les communistes et les résistants menés au même point de non-retour que les juifs⁵⁰. Dans les guerres balkaniques de la décennie 1990, les Rroms avaient été aussi les grands oubliés. Comme sans doute dans le conflit en Ukraine.

Il est courant que des sujets-agents politiques soient construits et apparaissent ou réapparaissent de temps en temps sur l'horizon politique, et s'y succèdent. Mais les Rroms représentent à cet égard un cas à part : n'ayant pas de territoires propres à revendiquer dans les pays de départ ou d'accueil qui sont les leurs, leurs demandes ne sont pas entendues. Lorsque le conflit yougoslave très complexe fut simplifié et « traduit » en langage compréhensible pour les politiques et la presse, c'est-à-dire quand il fut réduit au binaire, il enfourcha le langage nationaliste sans pouvoir signifier d'autres aspects, d'autre division ou malentendu politique. Ce vocabulaire figeait les parties en jeu en identités nationales réciproquement exclusives. Rien d'autre n'était audible, et donc les Rroms non plus. Peu coutumiers de ce langage prétendument politique, bien qu'étant habitués à la violence à leur égard, les Rroms ont souvent revendiqué le droit d'être *à la fois* serbe et rom, ou croate et rom etc., mais cela n'« était pas possible ». Impossible d'avoir une identité plurielle, de revendiquer plusieurs identités « ethniques », ou de n'en avoir aucune. On était assigné d'office dans telle ou telle boîte « identitaire ». Aussi les Rroms, qui *ne revendiquaient aucun territoire*, alors que tous les autres en Yougoslavie le faisaient désormais, pris malgré eux dans ces guerres devenues identitaires et nationalistes (et dont les résultats furent désastreux), n'eurent aucune chance d'obtenir quoi que ce soit.

Les Rroms sont de manière générale, dans les sociétés européennes, des subalternes. Tout subalterne, groupe ou individu, est *inclus en tant que subordonné* ou même « inclus en tant qu'exclu ». C'est-à-dire qu'ils représentent la limite, un seuil, celui par-delà lequel on est externe, expulsé. Dans les sociétés européennes, le Rrom représente l'*extrême* altérité, et souvent de l'*autre absolu*. Un autre statut lui ressemble, c'est le statut du *dalit* en Inde. Sans être des migrants, les *dalit* sont cette population, nombreuse dans le sous-continent, qui est *systématiquement* (et parfois aussi systématiquement) méprisée par tous les autres, au point qu'il a fallu lui accorder des *réservations* (des « quotas »), en l'occurrence des « postes 'réservés' » pour l'accès aux études ou encore aux emplois publics. Les *dalit* sont désormais très actifs, peuvent occuper aujourd'hui des postes très divers et ont trouvé depuis quelques décennies (seulement) une voix politique certaine dans l'espace public. C'est un phénomène nouveau.

Leur statut d'infériorité, très ancien, remonte à un système sclérosé, système de d'hierarchie reposant sur la naissance, appelé dès le temps du *Veda*⁵¹ tardif - système

des *varna*. Ce système avait fini par s'ossifier, par s'installer confortablement, aménagé plus récemment et de manière insidieuse par les colonisateurs britanniques qui étaient eux-mêmes coutumiers de l'inégalité sociale, des classes et des différenciations acérées, comme celles qu'ils établirent et maintinrent entre eux-mêmes et les populations colonisées.

Les *dalit*, autrefois appelés *intouchables* (dans un sens péjoratif), représentent la partie à moitié assimilée (en subordination) de la *population autochtone* du sous-continent, celle qui a toujours travaillé pour les classes « méritantes ». Le reste de cette population autochtone, poussé dans les recoins éloignés du centre, est appelé *adivāsi*, les « aborigènes » et vit, selon les anthropologues, en « tribus », contrairement au reste de la population, aussi bien ceux qui sont du haut de l'échelle sociale que ceux qui sont assimilés ou intégrés dans une position de subalternité. C'est le fait de *travailler* physiquement pour les classes plus nanties qui a permis aux *dalit* de se rapprocher des autres Indiens, sans pour autant pouvoir se mêler à eux. Les frontières et embûches sociales à franchir pour eux sont encore très nombreuses, et le « plafond en verre » difficile à percer.

Intéressons-nous au principe d'exclusion des *dalit*, et nous verrons qu'il se rapproche de celui de l'exclusion des Rroms en Europe et en occident. Les Rroms comme les *dalit* sont l'objet d'un *dégoût* physique lié à un critère de « pureté » ou, *a contrario*, de « souillure ». Cette notion est très ritualisée en Inde, l'est beaucoup moins en Europe, mais n'est néanmoins pas absente du mécanisme de rejet. Par ailleurs, et c'est là un second trait commun, lié au précédent, les Rroms, comme les *dalit*, exécutent un travail physique considéré rabaissant, un travail dédaigné autrefois par les classes possédantes du colonialisme et aujourd'hui par la population tout entière des pays nantis (à l'exception des femmes – est ce vraiment un paradoxe ?). En Inde, il y a un rejet total par les classes et les *varna* « supérieures » du travail physique. C'est le cas aussi dans l'Europe (occidentale) qui se désindustrialise, et où le rejet existait déjà sous forme de rapports de classe. Le travail physique est complètement hors champ pour les générations Internet (au moins jusqu'à la crise post 2008), et ceux qui exécutent encore sont tolérés mais déconsidérés : un contact corporel avec eux est parfois perçu comme salissant ou exposant à un risque de contagion. Tout à fait inacceptable en Inde, sauf pour les *dalit*, le travail physique est, dans la modernité occidentale, présenté comme possédant des vertus éducatives pour les jeunes, mais méprisable et dégradant quand il est exécuté par des Rroms comme gagne-pain. La répugnance envers les Rroms est aussi répandue dans quasiment toutes les classes des sociétés occidentales que celle envers les *dalit* en Inde. Cela n'empêche nullement l'Europe de stigmatiser ce rejet en Inde ! Pour ne pas avoir à faire face à la similarité des situations et des rejets, l'Europe a inventé une appellation spécifique à cette hiérarchie en Inde : les castes. Pour les Occidentaux, le mot « caste » est pratiquement devenu un concept métaphysique (au-delà du sens ou *nonsense* de ce terme en Inde)⁵², comme une spécificité ethnique ou raciale indienne qui n'existerait nulle part ailleurs, qui serait si différente de tous les autres rapports d'inégalité connus où que ce soit qu'elle mériterait sa discipline particulière – la sociologie occidentale normative pour l'Inde⁵³.

Les *dalit* dans l'hégémonie

C'est ainsi que les *dalit* ont réussi à déranger et à partiellement modifier l'hégémonie sociale encore solide en Inde, une hégémonie des forces en jeu qui a duré depuis l'indépendance de l'Inde nationaliste (1946-1948) jusqu'à nos jours. Elle est aujourd'hui déconstruite et contestée de toutes parts, et surtout par les *dalit*. Elle est également remise en cause par les Etats et territoires périphériques de l'Inde, surtout le Cachemire et le nord-est du pays, par les nouveaux nationalismes, y compris internes ou voisins du centre, par les partis politiques depuis que la cote du parti du Congrès a dégringolé ou encore par les nouvelles classes possédantes aspirant à l'ascension sociale, par l'intelligentsia digitale électronique des nouveaux savoirs, par le nouveau capitalisme spoliant jusqu'à l'os les déjà pauvres.

Il est clair que les Rrom, en revanche, ne menacent pas l'hégémonie en place en Europe, qui d'ailleurs est en train de se reconstruire (et de se déplacer) par l'épuisement et la reconfiguration de sa propre forme de capitalisme extrême dans la mondialisation.

L'accord entre les forces en jeu, l'arrangement des pouvoirs, l'équilibre autour de la prépondérance maintenu par des règles sociales acceptées de tous – voilà l'hégémonie.

Toutes les parties concernées ont intérêt commun à stabiliser cette hégémonie : leur sécurité ; mais chacune peut aussi avoir ses raisons particulières, intraduisibles dans le discours des autres groupes. L'hégémonie est difficilement modifiable quand elle assure la paix sociale et l'équilibre. Toute hégémonie requiert – ou impose – qu'il y ait, à côté de la classe (ou des groupes) hégémonique(s), des groupes subalternes ayant quelque intérêt à la perpétuation de cet arrangement. Ces termes, venus d'Antonio Gramsci (1891-1937)⁵⁴, ont été repris à peu près vers la même époque par les chercheurs « subalternistes » (*Subaltern Studies*⁵⁵) et par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans leur *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*⁵⁶ paru en 1985. Laclau est vite devenu une référence théorique importante pour les *Subaltern Studies*. Rapidement ces derniers ont relevé une différence importante entre *hégémonie* et *domination* (domination sans hégémonie, s'entend). La domination sans hégémonie est plus brutale.

L'hégémonie établie suppose une négociation comme processus et son aboutissement en un équilibre accepté de tous. L'hégémonie exige aussi un certain espace public. Obtenue, l'hégémonie permet d'organiser les conditions de la domination à mettre en œuvre et le partage du pouvoir (la forme de la gouvernance). Les chercheurs subalternistes indiens plus récents ont une analyse innovante à contre-courant⁵⁷ : selon eux, il n'y aurait jamais eu d'hégémonie en Inde concernant la domination des Britanniques, puisque la population indienne ne l'a jamais admise. Il y aurait eu en Inde une simple domination, ce qui veut dire un ordre social beaucoup plus violent puisque sans négociation possible. De la même façon on pourrait dire que les Rroms n'ont jamais admis leur assujettissement, qu'il n'y a jamais eu de leur part un assentiment à l'hégémonie, qu'ils la subissent, donc, eux, comme domination⁵⁸. Si l'hégémonie est l'accord entre les forces représentées et représentables dans un système socio-étatique, alors les Rroms, les *dalit* etc. n'en seront pas, et ce jusqu'au jour où ils feront irruption sur la scène publique (mais surtout : dans les nouveaux médias) et que cette irruption sera perçue comme de la violence même quand elle ne l'est pas « objectivement », même quand c'est eux qui sont la cible de la violence. Les

Roms ne prennent pas part à l'hégémonie, comme ne le font ni les sans-papiers ni les transmigrants⁵⁹.

Négociateur et renégociateur

Dans la négociation d'une hégémonie, il n'y a aucune garantie ; dans son maintien non plus. Mais il y a toujours espoir, en principe, que cela se passe bien, et qu'on ne sera pas contraints à la « domination sans hégémonie ». Ernesto Laclau, récemment disparu (1935-2014), aurait aimé voir s'accomplir des hégémonies capables de garantir un certain « populisme de gauche », ou obtenues par lui (car c'est circulaire, évidemment). Des mouvements politiques, à commencer par le péronisme de gauche dont il était issu en Argentine, l'exemplifiaient. Eventuellement aussi, à ses yeux, le mouvement *Podemos* en Espagne (2014). Mais comme il n'y a aucune issue certaine (heureusement d'ailleurs), on ne peut jamais être sûr que cela se terminera plutôt par un « populisme de gauche » que par un « populisme de droite »⁶⁰. C'est cela le politique, le signe de la politique. L'évaluation se fera au cas par cas, sans caution.

Si l'on s'intéresse aux Roms, on ne peut les imaginer à l'origine d'un populisme menaçant pour l'ordre social, d'un populisme « de droite ». Seraient-ils alors nécessairement de gauche, les Roms, aptes à établir un populisme de gauche ? Là aussi, on aurait du mal à le croire. On voit bien que la dimension gauche-droite leur convient aussi mal que le qualificatif « populiste », et qu'il s'agit d'un plan sémantique déplacé. Et qu'en est-il des *dalit* ? Serait-ce une question de nombre, puisque les *dalit* sont très nombreux alors que les Roms sont diversement dispersés dans les sociétés européennes et plutôt insignifiants en nombre, sauf s'ils venaient un jour à s'organiser en tant que Roms européens... Mais en Inde, pour l'instant, et pour cette première partie de leur sortie en politique, les *dalits* semblent soutenir des politiques populistes conventionnellement de droite, alliées aux partis politiques des entrepreneurs et de la nouvelle *shining India* (l'Inde scintillante). D'autre part, on les voit dans des alliances improbables ou sans cap, suivant d'autres logiques que celles valables jusqu'à la fin de l'ère des nationalistes au pouvoir.

Est-ce dire que les termes et les valeurs politiques que nous connaissions sont inapplicables ? Que le vocabulaire politique est dépassé ? C'est fort possible. Il est à parier que les Roms partout en Europe, autant que les *dalit* en Inde, que les « jeunes des banlieues » en France, que les « effacés en Slovénie », que les migrants en Europe, en tant que *citoyens manquants* à part entière ou partielle, feront bouger l'espace politique tel que nous le connaissions. Dans le même temps comme, la politique elle-même se dépolitise, en tout cas en Europe, ou, en Inde, dans les classes les plus riches, mais nullement chez les pauvres.

Les effacés slovènes

Rien d'étonnant, nous l'avons vu, à l'arrivée sur la scène publique de nouveaux sujets politiques. Ils peuvent s'y trouver propulsés par toutes sortes de mésaventures, telles que l'histoire des « effacés » slovènes de 1991, c'est-à-dire du début de la guerre en Yougoslavie et de la sécession de la Slovénie⁶¹. C'est seulement alors qu'ils sortent de l'ombre et deviennent visibles, comme les *citoyens manquants* qu'ils sont, et qui

étaient « effacés⁶² » dans le *no-man's time* de la disparition de la Yougoslavie. En 1991 la Slovénie proclame son indépendance et sa souveraineté. Elle sera alors reconnue par la communauté internationale, et elle procédera à son désengagement des rapports fédéraux avec le reste de cette Yougoslavie au sein de laquelle (dans la série des Yougoslavie successives) elle avait passé quelque soixante-dix ans. Elle refait son recensement et « oublie » de lister quelque 30.000 citoyens yougoslaves qui n'étaient pas d'« origine » slovène. Roms ou Bosniaques pour une grande part, Monténégrins, Macédoniens, Serbes et autres Croates : ils se retrouvent du jour au lendemain sans papiers ni emploi. Ils ne comprennent pas tout de suite ce qui leur arrive et ne réalisent pas qu'ils sont nombreux dans le cas : chacun croit qu'il représente un cas particulier. Ils sont ainsi effacés administrativement. Les invisibles « manquent » à la visibilité et à l'espace politique, mais sans que ce manque soit d'emblée perçu par les citoyens. Lorsque les invisibles deviennent soudain *visibles dans leur invisibilité même* (appelés, couramment « Bosniaques » localement, indépendamment même de leurs possibles autres origines), on se rend compte *qu'ils manquent*. 30.000 citoyens manquants à la petite Slovénie qui avait moins de deux millions d'habitants, c'est beaucoup.

Une fois ce manque devenu fragrant, les citoyens manquants purent redevenir visibles et donc pleinement citoyens. Le *manque* des citoyens possibles peut être de diverses teneurs.

Malgré la brutalité avec laquelle elle se produisit, cette éclipse d'une partie des citoyens slovènes, les « effacés », n'eut pas la violence mortifère des disparitions aux frontières de l'Europe, violence et disparitions dont il faudra bien que l'Europe prenne conscience. Non seulement pour en endosser la responsabilité, mais parce que, quel qu'il soit, le *manque rendu visible* de personnes ou de groupes peut être une force d'individuation et de subjectivation importante.

Lampedusa, la « lampédusation » du sud de l'Europe

L'île de Lampedusa est emblématique. Il y a bien sûr de nombreuses autres Lampedusa : en Espagne, en Italie ou en Grèce, à Malte et à Chypre. Ces pays du sud ne peuvent pas être les seuls à subir l'arrivée des réfugiés et voyageurs d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique. Les arrivées, les rencontres, se passent selon les cas. Des populations en mouvement parfois depuis des années, exténuées, désillusionnées, ou infériorisées mais néanmoins pleines d'espoir pour l'avenir et remplies de confiance, hélas peu justifiée, en l'Europe, sont contraintes à *vivre en permanence à cheval sur les frontières*⁶³. Ces confins « striés » sont comme des zones de guerre du fait du mécanisme d'inclusion/exclusion, et les exilés les matérialisent par leurs propres corps. Toute inclusion délimite une nouvelle exclusion, construisant ainsi des frontières par delà le niveau juridique. Les migrants pourraient aspirer à la *citoyenneté européenne*, mais dans les faits cette aspiration est vaine : il faut passer par le filtre éliminateur d'un Etat, celui où on a passé la frontière. Pendant deux mois ou pendant dix ans, selon les cas et l'origine, les « habitants des confins » en mouvement constant, tout en manquant à l'Europe et absents aussi de leur lieu de naissance ou d'habitation, doubles manquants donc au moins, sont *rendus invisibles* et sont rendus *largables*, éjectables à tout moment même de ces bordures incertaines. D'être largués par les convoyeurs, les passeurs, les marchands de vies humaines, cela

leur arrive à la lettre dans les périple frontaliers et méditerranéens. S'ils survivent, ils restent encore jetables par les autorités, par les gardiens de l'euroanéité, par les sociétés. Ils rappellent les *boat people* vietnamiens, à la fin des années 1970. Ces derniers, « exotiques » et lointains, annonciateurs à leur insu des futures migrations vers l'Europe, faisaient encore l'admiration de l'opinion publique européenne. Ce n'est plus le cas des naufragés de la Méditerranée aujourd'hui, qui ne rencontrent au mieux que l'indifférence et sinon le refoulement sans pitié, à moins que des associations à cible bien circonscrite s'y intéressent⁶⁴.

En 2004, un bateau affrété par une organisation de sauvetage de réfugiés - le *Cap Anamur*, recueillait des malheureux équilibristes des confins en détresse. Le bateau erra pendant un mois et demi avec 37 personnes épuisées et malades à bord, tandis qu'aucun pays européen n'était prêt à les accueillir. Lorsque finalement, *in extremis*, ils purent débarquer à Agrigento en Sicile (pour être confinés dans un camp aux barbelés) parce que le scandale humanitaire avait été dénoncé dans les médias, des membres de l'équipage furent arrêtés « pour cause de favoritisme de l'immigration clandestine », alors qu'ils croyaient faire du sauvetage en mer.

Grands murs et barbelés poussent de partout⁶⁵. La frontière entre Singapour et la Malaisie est parlante. C'est sans doute le « mur » le plus « réussi » dans le monde. Rien n'échapperait à ce triage entre les citoyens (singapouriens), les résidents, les visiteurs pour tourisme ou affaires, et l'ivraie : l'ivraie, ce seraient les habitants malaisiens, chinois, birmans, vietnamiens, philippins sans visa ou permis de travail ou avec des visas expirés. La forteresse Singapour ne laisserait pas passer une aiguille. On descend de son véhicule, voiture, bus ou train, qui sont inspectés. On s'engage à pieds par des couloirs étroits vers le contrôle, un par un, au dedans d'un labyrinthe bordé de muraille. Tout le monde est passé en revue. Singapour est toute une communauté verrouillée (*a gated community*), surveillée pour le bien de ses habitants aisés qui entendent préserver leurs avantages. Les travailleurs étrangers ne comptent pas. Ils ne peuvent ni se plaindre, ni changer de statut. Ils n'ont pas de droits. Ils sont les *citoyens manquants* de Singapour.

Les camps prolifèrent, plus ou moins fermés. « Attrapants », comme des toiles d'araignées. Plusieurs centaines en Europe, cachés du public. En Russie aussi. Ailleurs aussi. Dans l'Etat sécuritaire, les gens sont capturés, dès même leur « sauvetage », et privés de liberté sans aucune raison juridique. Ils sont arrêtés alors qu'ils n'ont commis aucun crime et que leur intention n'est pas la clandestinité⁶⁶. L'allure de camps est progressivement assumée même par les plus rares campements ouverts mis à disposition de migrants « libres » supposés temporaires. Mais ils deviennent comme les « camps de rétention » aux frontières, bien que situés au dedans du pays : les occupants accourent de plus en plus nombreux, la capacité des enclos est dépassée, les installations sanitaires, la cuisine ne suffisent pas, le lieu devient truffé, on se met donc à interdire l'accès aux « nouveaux » afin d'assurer aux plus « anciens » des conditions supposées meilleures. On limite le temps, le nombre. Le système bascule, et il arrive que l'on ferme ces lieux pour cause d'excédent de résidents et impossibilité de l'entretenir, comme ce fut le cas en France avec l'emblématique Sangatte : *mais autour, il est resté toute la « Jungle »*. La Jungle est en effet ici mouvante, de dimensions et formes variables. Elle se déplace et fuit avec les *transmigrants*, *transnationaux* eux-mêmes. Les autorités font semblant de croire que cela peut se régler soit par des détention (dites *rétentions*) d'individus, soit au

contraire par la fermeture des camps. Certes, parmi les migrants, il y a du roulement, des vagues, mais le mouvement (la motion) reste toujours le même, un accroissement en nombre, sans transformation.

La jungle est rampante, qu'on ferme ou qu'on enferme. C'est elle, ce qu'on appelle la *palanka*. C'est le provincialisme même métropolitain de la *Philosophie de bourg* dont parle Radomir Konstantinović⁶⁷, qui produit les « jungles », c'est-à-dire l'ordure, les déchets y compris les « déchets humains ». A l'évidence son produit, c'est-à-dire les immondices sociales et autres, en disent long sur la *palanka*⁶⁸, cet espace ni dehors ni dedans et sans idées, celui de la banalité ordinaire et du marasme, de l'esprit paroissien grossier, celui qui suinte le racisme puis s'en nourrit. La jungle à Calais ou ailleurs, la *palanka*, c'est le produit du rejet, du nombrilisme national, de la vanité nationale étouffante, de l'esprit de fermeture, de la misère intellectuelle et de la médiocrité, de la prétention du populisme « avec frontières »⁶⁹. L'ignorance, le manque d'horizon. La « pensée » de la *palanka*, irréparablement paroissiale, est résolument antiphilosophique, selon Radomir Konstantinović, et il a raison : il s'agit d'une haine de la réflexion à toute épreuve. « Tout ce qui échappe au cercle de la banalité et au *généralement-vérifiable* constitue, pour l'esprit de bourg, une menace potentielle.⁷⁰ »

L'esprit de bourg ne peut accueillir ces visiteurs. Ne peut ouvrir les portes de la prison asphyxiante, sinon il se rendrait compte qu'il est détenu (par lui-même). Ne peut exercer d'hospitalité. Ne peut manifester de magnanimité. Le contenu de son idée fixe est sans portée, c'est toujours le même mécanisme. Le réflexe populiste de droite est fréquent dans ces conditions. Le nationalisme s'y prête facilement. La honte du propre échec se transforme en mépris affiché de l'autre, plus il est abondamment proclamé, mieux c'est. On se retranche dans « son » camp, parmi les « siens », parmi le reconnaissable. C'est la manière d'être quand on ne sait pas devenir. Pour certains, l'élément distinctif peut être la religion, la langue, l'écriture, ou encore la nourriture, la manière de manger ou de se vêtir. Il y a des principes de division que nous n'imaginons pas.

L'esprit de bourg, la *palanka*, ne mène ni au réveil, ni au soulèvement, ni à la révolution. Ce n'est pas l'esprit de bourg qui s'était réveillé dans les printemps arabes, qui s'étaient véritablement réveillés, même si ces soulèvements ont échoués. La *palanka* de ces révoltes vient de ce qu'elles ont été frustrées.

Ceux qui auraient pourtant de bonnes raisons de se révolter, du fait de leur condition sociale et politique, mais qui se révoltent en se trompant de cause et d'ennemi, qui n'ont pas la patience de subordonnés dociles pour attendre, ni la mauvaise foi de l'esprit de bourg pour tourner au vinaigre dans la *palanka* provinciale, ceux-là cherchent des alliés. Ils cherchent à négocier l'hégémonie. Par leur motivation et leur force révolutionnaire (même quand ils sont encore sans objectif ou sans chefs), ils peuvent même embarquer ceux de l'esprit de bourg, beaucoup plus nombreux. Ils peuvent se nourrir de leur mécontentement perpétuel et sans idée, pour s'engager dans la violence. Ils ne peuvent pas assumer de projet laïc, car celui-ci est colonisé par l'« occident ». Ils espèrent faire porter leurs objectifs par des projets « islamistes », éventuellement parfaire un accord hégémonique. Mais ils ne le concluent jamais, car le sujet « principal » de l'action est lui-même égaré.

Quand il n'y a pas d'hégémonie, on arrive à la violence pure sans pouvoir dégager d'objectif politique. Ils ont beau vouloir remplir une niche de sens, cette niche apparue à l'horizon politique, les « djihadistes », demeurent en deçà. Sans projet politique clair, ils sont en partie le produit de la crise politique de l'Europe et de l'« occident ». Ils sont sa « jungle », son autre, son irréductible. Nés tout droit de la tête des Occidentaux et de leur propre imaginaire de l'islam né d'Internet, ils se réalisent comme une prophétie dans la matérialité ultime : ils sont « nos » cauchemars ambulants, nos cauchemars qui ont pris forme. Comme Olivier Roy le montre, ces « djihadistes » sont les re-territorialisateurs d'espaces qui avaient été construits au moyen de frontières occidentales.

Qu'advient-il des pays arabes au XXI^e siècle ?

De jeunes révoltés pressés des pays arabes embrassent aujourd'hui des idéologies « islamistes » ou « djihadistes ». Ce qui énerve les Français, c'est qu'ils ne puissent assumer la laïcité. Mais celle-ci est compromise par son affichage occidental. C'est l'« occident » qui entrave aujourd'hui l'expression d'une laïcité islamique ainsi que d'un pluralisme d'idées en langues arabes (et dans les langues associées) parce qu'il est devenu la limite de ce qui est humainement acceptable depuis la perspective sud : C'est l'Europe qui les repousse dans les bras de l'« islamisme », ce double fantasme : fantasme européen et fantasme d'un islam acculturé, télévisé et issu d'Internet, propageant ses rêves de puissance.

Il faut d'abord nommer ce que l'on va stigmatiser. C'est un mécanisme à deux fronts : *des deux côtés on se radicalise*, on s'éloigne de l'autre, on se retranche obstinément dans l'absolue méconnaissance de l'autre. En Europe, on ne voit plus l'intégrisme général ni le « djihad » de la « civilisation occidentale » qui a permis à cette dernière de conquérir la planète. On ne reconnaît pas l'intégrisme d'une certaine idée (bien arrêtée) de la laïcité, ou celui du modèle « occidental » de vie, celui des idéologies courantes. L'islam, et pas seulement l'islamisme, est désormais l'ennemi n° 1, la cible de la chasse aux sorcières contemporaine, comme le communisme le fut sous McCarthy (et bien au-delà), ou encore comme les hérétiques et les femmes l'étaient pendant l'Inquisition.

En 2011, on était restés scotchés à l'écran de télévision au moment des « révolutions » ou « printemps » arabes, transmis en boucle sur les grandes chaînes mondiales. Quelle énergie politique soudain ! C'était du jamais vu. Cela avait la force et l'allure d'un changement d'époque. Ce furent des révolutions du peuple, et premièrement de la jeunesse moderne. Mais au début des révolutions, le *peuple* se cherche, il n'est pas encore clairement défini. C'est alors à qui sera le plus habile à empoigner le flambeau et se fera reconnaître en tant que peuple.

En Egypte au début, comme en Tunisie, les jeunes sont aux micros et les tribunes sont laïques. Désirs de démocratie, de sociétés ouvertes, de modernité, d'altérité, de progrès, de parole politique à articuler, désirs d'apprendre à exprimer la parole qui catalyse, une parole qui soit apte à satisfaire la masse, à renforcer le mouvement. Besoin de trouver des objectifs, de se donner un but et de le *nommer*. Première grande difficulté pour une génération (des générations) sans expérience politique ! Désirs paradoxaux de consommation immédiate de produits jusque-là inaccessibles, surtout à

ceux de la révolution technologique des réseaux et de l'Internet. Mais à vouloir le tout, on s'étrangle à le dire si on n'en a pas les mots. D'autres arrachèrent le flambeau.

Il est à noter qu'il n'y avait *aucune revendication religieuse dans les printemps arabes*⁷¹, au contraire de ce que prétend la vulgate du culte laïciste en France. Lors de l'explosion des « printemps arabes » certains pariaient sur l'échec ou la réussite de ces révolutions. Les deux semblaient alors possibles. Beaucoup, en France, y voyaient déjà, sans aucun fondement, une menace islamiste et relayaient les arguments des dictateurs perçus comme « garants de la stabilité régionale ». Les sociétés arabes en question étaient arrivées à un point d'équilibre très délicat : ça passe ou ça casse, entre des régimes autoritaires et le désir de libertés. Les printemps arabes se transformèrent en effet en *palanka* lorsqu'ils furent entravés, « palanka » lieu de tous les marasmes, de tous les fantasmes de la modernité et de toutes les possibilités, de tout et son contraire. Les articles dans la presse française de ces jours-là étaient surtout des articles d'opinion (pour ou contre). Plus rares étaient les recherches en profondeur nourries de la connaissance de l'histoire des sociétés arabes ou simplement des sociétés arabes simplement modernes⁷². Parmi les amis de la révolution à l'étranger, c'est sans doute la thèse de la « révolution bourgeoise » qui prévalut. Les (r)évolutions arabes recommenceront bien un jour, après le désastre des guerres en cascade en grande partie provoquées par l'« occident ». Cela peut prendre cinquante ans, cent ans, difficile à prévoir, rien ne peut être démontré maintenant. Cela pourrait-il désormais coïncider dans trente ou quarante ans avec l'échéance des cycles de cinquante ans dont parle le théoricien Immanuel Wallerstein ? La « transition chaotique » ayant commencé vers 1970, « elle pourrait continuer jusque vers 2050 »⁷³.

Quand une énergie politique ne trouve pas de voix ni de voies, elle peut se canaliser dans des pistes alternatives ou simplement s'engouffrer dans celles qui s'offrent soudain, quitte à se fourvoyer. Cela peut être le fait de petits arrangements hégémoniques. L'Etat dit islamique est le résultat du fait qu'aucune hégémonie sérieuse n'est encore possible dans la région malmenée. Tout aurait encore pu se passer autrement. Mais c'était sans compter avec le poids de l'histoire occidentale sur ces régions et du legs du colonialisme ainsi que du post colonialisme. Une grande partie de la masse révolutionnaire des Réveils arabes accepta d'abord les discours nationalistes puis islamisants car d'autres labels politiques ou partis politiques faisaient défaut, par manque de discours reconnaissables, par manque d'expérience et de connaissances politiques. Elle se laissa détourner et frustrer par contagion, se focalisant sur des effets de comportement (sujets par lesquels les jeunes, particulièrement, se sentaient concernés), sur des thématiques liées aux habits des femmes ou aux querelles sexuelles⁷⁴ (on assiste au même phénomène avec l'obsession touchant au voile dit islamique, en France et en Iran, ou encore, en Iran, à la revendication des femmes voulant assister à des match de football ou de volley-ball, même en tant que journalistes). Les femmes aussi, ensuite, manquèrent : une certaine fuite hors des frontières et la dénationalisation de ces dernières amoindrirent leur possibilité d'accéder à la citoyenneté effective. Le processus de radicalisation fut graduel, mais aussi vertigineusement rapide (surtout si on prend en compte la longue histoire de la répression, depuis Nasser, du parti des Frères musulmans en Egypte). Les Frères musulmans se transformèrent en garants de la société civile, se substituèrent à l'Etat qui ne faisait pas son travail, aux services sociaux, aux associations d'aide et de soutien. Ils agissaient au bas de l'échelle sociale, et sans

hiérarchie politique évidente. Sans prétention politique, ils furent cependant amenés à remplir le vide de pouvoir causé par la destitution de Moubarak et à combler l'absence de chefs ou d'idées au cœur même de la révolte battant son plein et dictant l'urgence. Ils furent radicalisés à partir de leur accès à la tribune politique ouverte par le Printemps. Les réactions officielles en *prophéties autoréalisatrices*, puis les interventions maladroites, incohérentes et belligérantes de l'Europe et de l'occident encouragèrent le pire, sur fond de guerres interventionnistes des Etats-Unis depuis les années 1990. L'occident a oublié aujourd'hui l'époque où le principe actif du monde était le nationalisme anticolonialiste et laïc, celui de Nasser en premier lieu. Ce nationalisme-là, l'occident l'a combattu avec acharnement comme allié potentiel du communisme. L'installation de régimes dociles et alliés dans le monde arabe (Sadat, Moubarak etc.) a également contribué à ce que l'énergie nationaliste se métamorphose en islamisme.

Ce traumatisme, cette *catastrophe* des pays arabes et de l'islam englobe d'une certaine manière au moins l'implication de l'Europe en son autoconstitution propre. C'est en repoussant et excluant les autres que l'Europe entretient la guerre sur son bord « extérieur », comme autrefois elle maintenait la guerre yougoslave à ses frontières dans sa construction à cette étape-là. Il faudra encore évaluer la responsabilité de l'occident dans le cataclysme subi par les peuples arabes, notamment la responsabilité de l'Europe (et plus particulièrement par la Grande Bretagne) dans la façon dont fut établi l'Etat d'Israël au détriment du peuple palestinien en 1948⁷⁵.

Pour l'heure, on a l'impression que, pour certains pays arabes, là où sévit l'activité de l'autoproclamé Etat islamique conjuguée avec les interventions états-uniennes et européennes, le changement d'époque se passera au 21^{ème} siècle tout aussi violemment que l'introduction de la modernité (occidentale) en Chine au XIX^e par les Guerres de l'opium⁷⁶ et en vue du même but : pour le *free trade*, le libre échange, et par des forces militaires étrangères démesurées. Avec cette différence que, en Chine au XIX^e, les Européens s'attaquaient à une culture plus raffinée et plus ancienne, qu'ils prenaient d'ailleurs néanmoins par ignorance et vanité, pour plus arriérée que la leur. Avec les pays arabes et/ou musulmans sur lesquels se déchargent leur plus grande impéritie désormais, ils affaire à des pays diversement développés et souvent traumatisés, traumatismes auxquels ils ne sont pas étrangers. Leur arrogance, la perpétuelle instrumentalisation des peuples et richesses, l'exploitation du pétrole et l'utilisation des régions comme voies de passages pour le marché ou comme théâtre de guerre en sont pour une grande part les causes. Oui, le traumatisme est grand dans certains esprits arabes, dans les camps, parmi les migrants et réfugiés, nombreux sur place, dans les pays voisins, et dans les camps en Europe. La brutalité, la confusion et la peur augmentent, avec la brutalité affichée du dit « Etat islamique ». Ce dernier qui démontre en effet et paradoxalement le manque d'Etat en place et non son excès, vient remplir un vide, et il comble ce vide pour la « forme », pourrait-on dire, sans projet politique, avançant comme un bulldozer en détruisant sur son passage Etats, villes et sociétés. À l'heure qu'il est (2014), au milieu des difficultés où elle se trouve, seule la Tunisie semble avoir tiré son épingle du jeu ; mais les pressions d'un islamisme radical exercé principalement de l'étranger menacent gravement son futur épanouissement démocratique.

Resterait alors à établir, la *compatibilité du capitalisme avec la démocratie*. Cette compatibilité apparaît globalement de moins en moins sûre.

Il se produit aujourd'hui, en réponse à l'histoire, une radicalisation « islamiste ». Les causes, multiples, sont mal reliées entre elles il existe de ces cause des approches « islamistes », pas forcément concordantes, mais aussi de nombreuses approches non religieuses. Les Etats Unis et l'Europe y sont impliqués, de par leur radicalisation et surdité adverses, et, directement, du fait de la série de déflagrations non interrompue (les guerres d'Iraq, l'Afghanistan, la Lybie, puis la Syrie et tout le « Proche orient »⁷⁷). L'issue pourrait être une sorte de modernisation rapide et violente, spéciale et sélective, qui ne serait pas sans conséquences pour les voisins, pour l'Europe. Les guerres peuvent accélérer la modernité par toutes sortes évènements retors et inattendus ainsi que par l'intervention inopinées de forces étrangères. Après la guerre, c'est la reconstruction, et c'est le business mondialisé qui a alors l'effet d'un rouleau compresseur-éclair effaçant l'histoire et les mémoires.

Les développements en cours dans la région ont aussi à voir avec l'impasse palestinienne, son vécu par les populations elles-mêmes, mais aussi le vécu d'une certaine population européenne, principalement française et liée aux pays arabes. Ce problème, patent, n'est plus seulement le fait d'une population de culture musulmane : la fragmentation à outrance d'un pays contrôlé par Israël et traversé par des chicanes à tous les niveaux, colonisé et recolonisé, rasé par des bouteurs, confisqué, divisé, encerclé, entouré de murs, avili, affamé, assoiffé et déshumanisé, bordé de *check points* où seuls les Israéliens passent sans humiliations, ne se laisse plus occulter. Pas de libre échange pour les Palestiniens : cette tragédie politique et humaine touche beaucoup de monde.

La France et la Grande Bretagne, mais aussi d'autres pays européens, ont plusieurs centaines (pour la France, peut-être à peu près un millier) de citoyens qui se battent dans les rangs des djihadistes. Certes, l'engagement de ces jeunes est en général dénué de projet politique, porté par des frustrations multiples, par une indignation liée au traitement subi par les pays arabes de la part de l'occident (des agressions), mais aussi au réel manque de perspective, de travail, à l'impossibilité de construire un véritable projet de vie dans le pays où ils vivent, et au conflit des générations. Cet engagement est encore renforcé par l'attrait de la propagande intégriste sur Internet. Celle-ci fait miroiter de fausses alternatives, ou dénonce le traitement imposé par l'Europe aux migrants. La réaction à cette radicalisation par la seule violence des polices n'arrange rien. L'influence d'Internet et des réseaux sociaux est souvent sous-estimée : la radicalisation dont l'autoproclamé Etat islamique se fait le chantre a lieu dans les espaces « électroniques » plutôt que terrestres. C'est surtout le conflit en Syrie qui a provoqué la plus grande affluence d'adhérents pour les « brigades internationales » : les aspirants arrivent dépaysés et ignorants sur le terrain de la guerre. On ne peut distinguer d'idéologie particulière ou distinctive chez les recrues, ce qui domine est la frustration et l'indignation quant à leur propre condition en Europe (après plusieurs générations), conjuguée avec l'horreur des guerres en cours et de ce qui leur apparaît, à bien des égards, comme une agression occidentale. Curieusement, aucune connaissance religieuse ne semble être demandée au recrutement, à part une adhésion de « principe » à une cause politique globale transnationale. Olivier Roy voit, en l'émergence de l'« Etat islamique », une reterritorialisation d'agents non localisés et férues d'Internet⁷⁸, reterritorialisation telle

qu'il s'en produit quand l'occasion s'en présente, notamment aux grands seuils historiques comme celui où nous nous trouvons, où se croisent post-colonialisme, post-socialisme, mondialisation et Internet. Il est aujourd'hui difficile de prévoir comment cela finira, mais il est à craindre que l'occident s'en mêle de plus en plus avec des motivations peu claires et des résultats peu encourageant.

Les forums et sites Internet, les agences spécialisées transmettent les informations mais ne recrutent pas directement. L'enrôlement de jeunes Européens ne vient ni d'un centre dans des pays arabes, ni de centres islamistes dans les banlieues et périphéries européennes, affirme Chris Chaplin⁷⁹, qui estime aussi qu'il n'y a pas à exagérer l'hypothèse d'une hostilité radicale gratuite ou de la haine ancestrale d'une alternative anti-occidentale envers un occident vu comme un bloc. Il faut également différencier les *points de vue*. Quand on est femme, il n'y a pas d'« islamisme » ou de quelconque intégrisme « modéré »⁸⁰. Mais un accord et un *compromis au sujet des femmes* semble toujours possible entre des orientations très diverses politiquement.

Quoi qu'il en soit, il est urgent de prendre conscience que les responsabilités sont partagées, car un jour, chacun devra s'occuper surtout de la sienne. C'est ce que les conflits de la Deuxième guerre mondiale en Europe et en Asie, la guerre civile au Guatemala, celle de la Yougoslavie, ou encore au Rwanda ont pu nous enseigner.

Même combat ?

Si l'on concentre l'attention sur le pourtour de la Méditerranée et sur les Proche et Moyen-Orient, on observe que les nouvelles générations dans les pays pauvres du sud et les nouvelles générations dans les banlieues misérables en Europe sont portées par *un même désir politique* : une amélioration sensible de leur vie sociale et économique, un perfectionnement de la démocratie de leur pays et de l'égalité. La culture de la consommation immédiate fait que les populations démunies ne peuvent attendre que se déroule le long processus qui leur permettrait d'accéder à un hypothétique mieux. Elles veulent tout tout de suite et recourent parfois à la violence pour l'obtenir. Désormais, les *révoltés* n'attendent plus rien de la politique. Quant aux *indignés*, ils n'essayent pas de renverser le système. Les révoltes des jeunes, c'est le retour en Europe des galions de l'histoire coloniale qu'on a crue, à tort, oubliée de tous. Hier et aujourd'hui, les femmes ou les Roms (de façon et dans des mesures très différentes), le communisme (il n'y a pas si longtemps), puis les minorités, les migrants⁸¹, les *transmigrants*, l'« islamisme », le « terrorisme » : on ne sait pas quelle *cause* surgira demain portée par quel nouveau groupe. Mais il est à parier que la dette coloniale exigera un jour d'être réglée et que, quel que soit le temps nécessaire à cela, se fera entendre la cause de la reconstruction des savoirs et d'un monde commun à partir des suds. A chaque cause dévoilée, puis remballée, l'Europe a cru l'affaire close, les comptes arrêtés ; mais tant qu'il y aura de l'injustice, de l'inégalité (quel qu'en soit le principe distinctif), des manques de liberté, la dette pèsera, la cause insistera jusqu'à ce qu'elle soit entendue.

L'ancien colonialisme et l'ancien capitalisme étaient liés. Imbriqués l'un dans l'autre, ils ont fait système surtout à partir de la conquête des Amériques. Certes, l'Education a tout fait pour séparer les deux (le colonialisme et le capitalisme) afin que

n'apparaisse pas clairement à nos esprits le lien causal entre ce capitalisme et le colonialisme des Amériques.

Le nouveau capitalisme postindustriel, puis le capitalisme « cognitif » ou financier, on succédé au « libre échange » (*free trade*) au nom duquel l'Europe avait fait une guerre atroce aux Chinois : la guerre de l'opium. Son espace est l'Asie, et c'est là, à peu près, que commence l'impérialisme. Tels furent les deux tours de vis de la mondialisation.

La dernière étape fut atteinte lorsque les Etats-Unis basculèrent d'une position de pays anticolonial à celle de pays néocolonial au sens de l'impérialisme : suivirent leurs guerres en Corée puis au Viêtnam, où les Etats-Unis furent relayés par la France en pure perte, auxquelles s'ajoutèrent le poids de la politique états-unienne des contras et de la répression militaire en Amérique latine (Yalta et la Guerre froide⁸²).

Ce qu'il y a de pernicieux dans les sociétés de classe, c'est comment elles imposent, en guise de justification, une désémantisation de la langue, un glissement de rhétorique, une perte de sens, un jeu de changements (non annoncés) des codes dans le vocabulaire. Les mots finissent par ne plus vouloir dire ce qu'ils « devraient » selon les conventions précédentes. La langue se dépolitise avec la politique. Aujourd'hui, ce sont les migrants que l'on n'entend pas. Comme le dit Gabriele Del Grande dans son blog *Fortress Europe*⁸³, nos enfant étudieront un jour à l'école que « dans le XXI^{ème} siècle, des milliers moururent en mer autour de l'Italie et des milliers furent arrêtés et déportés de nos villes, pendant que tout le monde faisait semblant de ne pas voir ».

Ces *transmigrants* dans « nos » mers et à « nos » frontières terrestres sauront-ils réparer les dégâts ? Chaque époque a placé ses espoirs en d'autres acteurs. Mais les migrants, les nouveaux *transmigrants* sont un acteur et un « sujet » inédit, car ils roulent et se remplacent alors que leur nombre croît ; ce ne sont jamais les mêmes. Il s'agit d'une subjectivation en mouvement et d'un devenir qui ne se fige pas, à cause des arrivants toujours nouveaux. Le mouvement qui incite à l'action reste pourtant intact, son potentiel probablement promis à un avenir politique décisif. Ce sont « nos » citoyen(ne)s manquant(e)s.

De citoyens manquants, pourront-ils devenir citoyens ? Si c'est le cas, ne devront-ils pas changer les règles du jeu, accepter et reprendre le devenir-autre et la subjectivation qui passe aussi, s'il le faut, par une individuation extrême, et en même temps une *déssubjectivation*, par une dépossession de soi si besoin, par une mise en question qui mettront en marche une altération historique. Sur le plan politique, *tout* serait à revoir, à commencer par la *souveraineté*, ce concept éminemment masculin et vertical.

Les migrations et transmigrations, dont il faut prévoir qu'elles prendront toujours plus d'ampleur, risquent d'apporter encore quelques surprises dans le bourg qui s'entoure de la jungle, c'est-à-dire de ses propres déchets, au sens figuré comme au sens littéral. Le bourg, la *palanka*, la communauté fermée pourraient en étouffer. Suffoquer dans leur propre sordidité, pour permettre à une nouvelle humanité de naître dans le déplacement des frontières. Plus juste, plus compassionnelle, d'emblée ouverte à l'altérité.

Nation et sexes, encore

Je renvoie l'inégalité sociale, politique, symbolique et économique des sexes à mon concept de *partage de la raison*, comme son « unité » fondamentale et la plus pernicieuse. L'inégalité institutionnalisée des (deux) sexes est la première figure de l'inégalité et de l'injustice tout court. Le fait que les sexes soient seulement *deux* du point de vue de la reproduction de l'espèce, bien qu'*infinis en nombre* du point de vue de la sexualité individuelle, est important : il permet d'entériner, puis d'entretenir et de justifier les inégalités et injustices dans le cadre d'un système de hiérarchies dichotomiques apparemment irréfutables et sans faille. Entre les différents modèles binaires de l'inégalité qui ont, en plus, comme un air de famille en ce qu'ils apparaissent comme des symétries – ce qu'ils ne sont absolument pas (symétrie entre masculin et féminin, universel et particulier, domination et subordination, sujet et objet) - il y a des correspondances qui se présentent comme des *chaînes d'équivalence*⁸⁴. Celles-ci se renforcent l'une l'autre. Plus c'est sexué, plus c'est ethnicisé, plus c'est racialisé, plus c'est naturalisé et essentialisé, et plus c'est « prouvé » par des analogies qui ont de moins en moins besoin d'explication. La femme est faible (de corps et d'esprit) - l'homme est fort (de corps et d'esprit), le noir est inférieur – le blanc est supérieur... L'opposition binaire posée comme paradigme général indiscutable (en dehors des champs d'application de logiques plurielles, donc surtout en occident) apparaîtra, ré-apparaîtra, se maintiendra tout au long de l'histoire de la pensée humaine comme celle qui dirigera et légitimera les rapports (de force) en forme de domination-subordination. L'application par excellence en est la formule du rapport masculin-féminin en tant que domination-subordination, mais présentée *comme* une symétrie car le caractère inégalitaire en reste caché par son évidence même. Les chaînes d'équivalence fonctionnent même avec des significations déplacées ou carrément renversées. Le rapport masculin-féminin, ainsi que le rapport des « races » déteignent sur les autres relations à deux. Mais trop souvent les oppositions binaires, dans la mesure où elles sont proposées en modèle, se réduisent à un rapport ami/ennemi, rapport qui a nourri la théorie schmittienne qui fut à la base de la légitimation nazie de la domination et de la guerre.⁸⁵ Par ailleurs, dans la symétrie simulée de la même dichotomie, qui dissimule en réalité une asymétrie structurelle, l'universel s'associe trop aisément au dominant du fait qu'il représente l'hégémonie par ses deux bouts : à la fois le un (l'universel) *et* ce qui est commun aux deux (à l'universel et au particulier), c'est-à-dire l'hégémonique. Ce schéma tendanciellement normatif est meurtrier quand il devient principe politique ou culturel.

La logique du maintien de l'identique et de la continuité, la poursuite du même, qui est aussi à la source de l'appropriation, de la souveraineté, de la royauté ou de la divinité, immobilise et interdit le changement. Elle est à la base de l'attractivité apparemment irrésistible de l'Etat pour l'élite gouvernante ou désireuse de gouverner ; et elle est au service du plus fort, l'aidant à résister aux tentatives de le priver de lui-même, et à lutter pour le pouvoir dans la perspective d'une vie *de* pouvoir: perspective selon laquelle la vie sans pouvoir n'aurait pas de sens et serait *menacée*. Dans une vision hobbesienne poussée à l'extrême et de manière circulaire, la vie et le pouvoir se soutiennent l'un l'autre en une interdépendance qui exclut toute autre dimension importante. Et si les rapports humains sont ainsi producteurs d'altérité et d'inimitié, le maintien de la continuité sera paradoxalement fait d'interruptions ou de destruction des relations. De sorte que le coût de la communauté (sous l'égide de l'un-ego) sera, paradoxalement, ce qui sépare. Cette scission, cette

soustraction sera la condition même de la sociabilité et installera la peur à l'origine du différend politique en tant que sa dynamique. Cette menace de mort qui plane au dessus de la vie, et que la communauté reconnaît pour pouvoir s'identifier elle-même, renvoie à la somme « zéro » du *don* en tant qu'élément intégrant de la communauté. La relation est alors faite d'*irrelation*. Mais surtout, le « commun » est fait de l'« immun », d'une « immunisation » devenue le projet de la modernité⁸⁶ patriarcale. Une « immunité » (et indemnité) historiquement masculine est en effet à l'œuvre dans l'ordre social ; elle rend les dominants indifférents et les protège contre les situations de subalternité dans le rapport des sexes au moins, sinon dans tous les rapports.

Le *partage de la raison* dans toutes ses configurations et à chaque fois qu'il est arrêté de manière tranchée, particulièrement dans sa forme la plus intransigeante : l'*inégalité des sexes*, est une mesure normative dans la société hétérosexuelle quant au rapport des sexes *réduits* à la sexualité. Mais la société binaire hétérosexuelle est, en ce qui concerne les relations de *pouvoir* entre les sexes qui en écartent un (les femmes), sociologiquement parlant encore homo-sociale, homo-politique, homo-économique, mais bien sûr homophobe.

La nation se constitue en partie au moyen de la normativité sexuelle, et elle la reproduit. Mais la différence binaire des sexes (celle qui est calquée sur la reproduction), c'est aussi ceci : une relation entre deux termes extrêmes qui, cependant, ne peuvent être définis sans reste (mais qui se prêtent constamment à de telles tentatives - normative). Le fait que « la femme » n'existe pas et que l'on ne puisse définir un tel ensemble, n'implique pas du tout, comme certains philosophes ont voulu nous le faire croire, qu'il n'y ait point de sens à soutenir l'individuation et la subjectivation chez *les* ou *des* femmes, ou leur citoyenneté, en dépit de toutes les théorisations de la « mort du sujet ». Il s'agit de se reprendre d'une dépolitisation, démobilisation, relativisation et désémantisation produites par des couches successives de postmodernité, de « fin des grands discours », de « fin de l'histoire » et aussi par la vague de la fin de la Guerre froide. La Guerre froide n'a jamais eu lieu dans le sens qu'elle n'a jamais été froide pour tous.

Il n'y a pas d'ontologie des sexes et des genres à poursuivre ni à affirmer, et il n'y a pas d'identité sexuelle sans reste, puisque *le sexe* (comme d'ailleurs le genre) *n'est qu'une catégorie normative hétérosexuelle en conditions d'homo-socialisation* utilisée par des pouvoirs publics aux mains d'une majorité d'hommes, ou d'individus qui leur sont homologués, étant alignés sur des valeurs « masculines » et machistes. Ceci n'est qu'*en apparence* en contradiction avec la subjectivation politique des femmes – subjectivation nécessaire comme celle de tout le monde.

La question du sexe concerne au plus haut niveau la constitution et le statut du sujet, aussi bien individuel que collectif, du fait de l'influence des idées reçues, conventions et clichés, des effets des différentes psychosocialisations et des différentes psychopolitiques réservées aux deux et issues d'une raison arrêtée dans son partage. Indépendamment de cela, du fait de son impact direct sur la construction du sujet, la sexualité influence directement et intrinsèquement sur la configuration de toute identité, de toute institution, et donc aussi de la nation.

Dans les circonstances de modernité altérée, le sujet (« subalterne » à différent degrés, puis redressé et enfin prenant sa revanche) se construit autrement que le sujet

dominant moyen que nous connaissons (blanc, mâle, majoritaire, actif, de l'hémisphère nord). Il en va de même de la nation. Le sujet féminin lui-même se construit autrement en tant que subalterne, y compris dans les migrations, car les rôles « traditionnels » dévolus aux femmes leurs sont imposés jusque dans leur émancipation et dans leur rupture avec la domination patriarcale et avec la nation⁸⁷. L'Etat national a exporté la nation : les continents et les nations décolonisées se sont réveillés, interpellés, incités, mais aussi bâtis en retour par celles des métropoles.

Paradoxalement, ces nations se sont souvent faites sans avoir (encore) un peuple politique apte à les mettre en mouvement, puisque dans nombre de cas, dans les anciennes colonies, le peuple n'est venu qu'une fois la nation et même l'Etat proclamés (par une oligarchie métisse elle-même épicoloniale, comme ce fut le cas dans les Amériques). C'est après les indépendances, et douloureusement, qu'il a souvent fallu et qu'il faut encore inscrire le peuple dans la nation, alors que se présentent pêle-mêle force de « tribus », « ethnies » ou religions qui souhaitent également s'y insérer et figurer en tant que peuple avec leur différence ethnicisée. Cela produit ce qui est perçu comme des poches de « prémodernité » ou de « tradition » au sein de la modernité de la nation elle-même. Et l'impossibilité de définir le « peuple » conforte ce jeu de (pré)modernités.

Il y a une coupure au sein de la modernité non seulement à propos des sujets extra-européens, mais aussi en ce qui concerne les femmes. Pourquoi les femmes restent-elles plus longtemps dans la prémodernité, le plus souvent de force, y compris aux yeux de la modernité occidentale (et capitaliste) ? Pourquoi cette fracture ? Il faut croire *qu'elle a servi le système et a été profitable* à ceux qui se sont identifiés à lui jusque dans leur conviction de neutralité et leur propre représentativité universelle. Il faut se rendre à l'évidence : ni l'urbanisation, ni le commerce, ni les communications, ni la contraception, ni la croissance démographique, ni la représentation, la subjectivation, la laïcisation, ni même le suffrage « universel » n'ont suffi à rendre égaux les femmes et les hommes dans la modernité. La citoyenneté formelle active des femmes est « en retard » d'à peu près cent cinquante ans sur la citoyenneté du « suffrage universel » qui n'était que masculin.

Nous savons déjà que ce « retard » est une interprétation biaisée du différend des sexes.

Comment quantifier le « retard » de la citoyenneté et de la nation des colonisés sur celles des colons ?

Notons que nous ne parlons aujourd'hui plus de décalage, puisque les *études (post) coloniales* et *subalternistes* nous ont appris à renverser les perspectives et à percevoir les sujets alternatifs, non identifiables dans une perspective « haut perchée ». Il s'agit de relativiser l'idéologie du progrès selon laquelle les mêmes donneraient toujours leur mesure.

Le tournant linguistique en philosophie européenne au XX^e siècle permet à la (au) philosophe de se mettre en cause sans pour autant renoncer à la fonction critique de la réflexion. Redisons-le, la philosophie indienne, dans une différente suite d'histoire des idées et en d'autres conditions, a opéré son propre tournant linguistique avec le bouddhisme (VI^e siècle avant notre calcul du temps) et donc au moins quelques mille

ans et plus avant l'Europe. Ceci s'est révélé être un risque pour la philosophie telle que nous l'entendons en occident. En effet, les philosophies indiennes ont pris des directions différentes de celles en occident à partir de leur tournant linguistique. C'est aussi la raison pour laquelle elles ne sont en général pas reconnues, dans un premier temps, par les universités et académies occidentales comme étant de la philosophie. Le tournant linguistique leur a permis, comme il le permettra à des écoles de philosophie occidentale au XIX^e-XX^e siècle (et on pense suite à Wittgenstein) non seulement de mettre en doute l'ego, de ne pas construire de métaphysique du sujet, mais aussi de cultiver l'incertitude à propos de la capacité du langage de tout dire. Cette fonction-là, relativement absente de l'antiquité occidentale (bien que l'archéologie philosophique de Foucault⁸⁸ l'ait rétablie par le biais d'une certaine *thérapeutique philosophique*), a pu permettre la mise en place d'un mécanisme de *partage fluide de la raison* sans l'arrêter : ainsi, la question du retard ne se pose pas (celle des femmes par rapport aux hommes ; celles des philosophies indiennes par rapport aux occidentales etc.). S'il n'y a pas de retard, soit des femmes, soit des peuples colonisés, en matière de modernité, c'est bien parce que la norme de cette modernité est établie elle-même de façon arbitraire à partir d'une position de domination hégémonique depuis la modernité occidentale. C'est la règle du jeu qui dicte *qui* est en retard, mais la règle du jeu n'a elle-même jamais été établie de manière consensuelle, elle est arbitraire.

Comment ne pas voir également, dans les relectures du passé, une certaine re-colonisation de notre propre passé selon des critères modernes ? Aucune des « lacunes » détectées dans la presque-modernité des autres cultures, ou dans la presque-modernité (supposée) des femmes, ne suffit à comprendre le mythe de l'« immuable » non subjectivité féminine, pour ne rien dire des autres sujets extra-européens. L'Europe s'est constitué son autre, non sujet, néant et inhumain extérieur (colonies) et intérieur (femmes), parallèlement.

Comment ne pas penser à ce propos aux sociétés *postdémocratiques* d'aujourd'hui, celles d'une « culture de télévision consensuelle de masse⁸⁹ » où plus personne n'est sujet dans un univers aussi dépolitisé que désémantisé ?

Il a fallu institutionnaliser le ratage de la modernité afin de maintenir les privilèges de ceux qui auraient tout à perdre si d'autres sujets venaient à accéder au devenir-citoyen ; et ce d'autant plus qu'ils en avaient déjà perdu beaucoup, les esclaves, les colonies, tou(te)s les citoyen(ne)s manquant(e)s des âges précédents.

L'histoire postcoloniale et celles des femmes, des Rroms, ainsi que celle de diverses écoles d'historiographie par le bas, ont révélé les limites de l'histoire historisante des dominants. Les exilés, les migrants ont aussi montré la chance historique de la métamorphose.

C'est par *excès de soi* et par l'auto fondation du propre que l'on se censure soi-même en se faisant le représentant absolu de l'autre à qui on n'accorde pas la citoyenneté effective et directe, bien que celle-ci lui soit reconnue en principe dans et par l'universalité de leurs droits. Le paradigme dichotomique normatif réduit les conditions de vie.

L'*universalité* a toujours eu partie liée avec l'Europe et aussi avec l'occident ; elle a ainsi été un instrument dans les conquêtes des continents ainsi que dans l'expansion impérialiste et coloniale. *Elle a également fait alliance avec la masculinité dominante.* Il n'y a aucun instrument neutre, pas même la technologie, avec lequel l'occident serait allé par la suite développer les colonies précédemment assujetties. Le principe de raison occidental est en relation avec le principe d'identité, c'est-à-dire avec la tendance à l'auto fondation du propre. Il écarte le différent par une appropriation hégémonisante. Il est un instrument belliqueux d'appropriation essentiel. Le principe de maintien de l'identité, autrement dit la souveraineté, immobilise. Il opère l'auto fondation du propre par le partage de la raison. Les constructions telles que la différence des « sexes », la « nation », la « race »⁹⁰, sont instrumentales à cet effet, et interdépendantes. Mais la conservation de la continuité est faite d'interruptions. De sorte que le prix de la construction de la communauté (en système monothéiste ou non athéiste) est, paradoxalement, ce qui sépare. Cette scission est la condition même de la communauté.

La différence des sexes est un tel « premier » différend, constitutif de la nation, sans doute plus puissant que le différend national. Qu'est ce que l' « au-delà » de la souveraineté ? C'est la surabondance de soi calquée sur le modèle masculin. La politique est, sous cet angle-là, une passion de soi-même(s) et *homodoxie*, *doxa* du même dans son désir infini de reproduction. Il n'est alors pas étonnant que la sexualité soit un enjeu majeur de pouvoir, pouvant aller jusqu'à sacrifier la domination. Mais la « différence des sexes » et encore plus le « genre », loin de correspondre à une quelconque « vérité », ne sont qu'une forme vertigineuse – fondamentale, car normative – du partage de la raison ; ou de son arrêt. Ils sont ontologiquement faibles, d'où la nécessité de leur caractère rituel, directif, suppléant à leur manque de substance. Le sexe n'a en effet aucune substance ; il n'est pas identifiable. Il est une idée forte, constituante de l' « identité » sexuelle comme de toute identité. Toute « identité » commence par lui. Bien des philosophes ont fait allusion à une primauté de la différence des sexes dans toute ontologie, ce qui équivaut à dire qu'elle déjoue la dichotomie dans laquelle on veut l'enfermer. On oublie facilement que le partage de la raison⁹¹ ne renvoie pas à la différence des sexes comme originaire, mais au geste et au mouvement du partage, indifférents à la sexuation, sans jamais arriver à l'origine imaginée. Le partage des sexes se stéréotypise parce qu'il est récupérable et instrumentalisé dans l'établissement de *toute hiérarchie (et pas seulement celle des sexes)*. « La femme » se donne-t-elle pour simplement mieux maîtriser l'homme ? Des philosophes l'ont pensé. De sorte que la question de la différence des sexes et celle « des femmes » n'est pas une question régionale de la philosophie, mais bien *centrale*. La différence des sexes bouleverse le duel dans lequel on veut l'enfermer pour maintenir l'ordre.

On comprend que la discrimination « raciale » est sexuée, lorsque l'on voit que le sexe lui-même est racialisé. D'évidence, c'est circulaire. Mais on découvre que la « nation » est sexuée au maximum, de même que l' « ethnie ». Tout semble sexué. Le langage transmet ce dualisme de base comme un paradigme inévitable et absolu de rapport de forces et de valeurs. Son côté péremptoire se voit dans le fait qu'il traverse tout, tout en déterminant les relations de pouvoir et de domination. La classe participe également de cette construction dans ce sens que les « classes » et « castes » considérées basses sont racialisées dans tout système. Elles sont infériorisées, déshumanisées, de même que les « races » ou « couleurs de peau » au bas de

l'échelons des classes. Dans la « race » elle-même, comme dans le sexe, il y a *déjà* les classes et la subordination selon plusieurs critères. Il en va de même de la nation : mais il ne faut pas oublier que la colonisation relève de tous ces critères ensemble, y compris la nation (en constructions opposées : la nation hégémonique dominante, et la nation dominée). Ces critères de divisions facilement mobilisables et instrumentalisables par la force et la politique, se dérangent l'un l'autre mais existent ensemble en système. Il y en a toujours au moins un qui est sous-entendu comme principe politique. Le système des discriminations et inégalités instituées est donc inconsistant. C'est pour lui la seule façon d'être consistant à sa manière.

Désormais, de toutes parts, le néolibéralisme dans lequel la mondialisation nous a engagé(e)s, accélère et encourage la *chasse aux femmes* et le recul de certains acquis sociaux et politiques des femmes : féminicides, sequestres, torture et mutilations nouvelles (pour ne rien dire des anciennes qui existent dans toutes les cultures), viols domestiques, de routine ou de guerres en Yougoslavie, au Rwanda, en Amérique latine, dans le monde arabe... Avec les guerres en cours et la militarisation de longue durée de nombre de sociétés, avec les nouvelles formes de capitalisme, l'« appropriation de toutes les femmes par tous les hommes⁹² » est elle-même renforcée. Des guerres de basse mais aussi de haute intensité contre le féminin sévissent. Dans certains cas, la lutte contemporaine supposée contre l'« ennemi principal », l'occident, se traduit en persécution des femmes, des filles et de tout ce qui est féminin. Pareillement à ce qui se produit dans les régions en proie aux islams modernisateurs et re-traceurs de frontières, les guerres qui nationalisent les corps féminins préparent le terrain, sur le plan global, à une nouvelle offensive. Cela a lieu sur un front assez consistant contre les femmes, c'est-à-dire en soutien à la hiérarchie patriarcale, nonobstant les rhétoriques affichées. Les différents paradigmes patriarcaux et « post patriarcaux » tombent facilement d'accord sur le fond, alors que sur la forme, quand cela lui convient, l'occident va clamer la défense et la rescousse des femmes des autres continents (car les « nôtres » sont libres) par son approche « éclairée ». Les guerres en Yougoslavie montrent combien la *thématique* des femmes et du sexe est une monnaie qui passe entre les différentes tranchées d'hommes aux imaginaires extrêmement « virilisés » et belliqueux, principalement quand il s'agit de la nation ou de la religion, quand ce n'est pas les deux. Par l'agression contre les femmes de l'autre nation, les hommes lancent un message aux hommes contre lesquels ils luttent. Dans cette histoire, les femmes ne sont ni sujet, ni objet, mais bien l'« abjet⁹³ » en quelque sorte, c'est-à-dire un message que les hommes échangent, sans aucune prise en compte de leur sort. Si on empêche historiquement les femmes à se constituer en sujet(s) et si on entrave systématiquement leur citoyenneté, si elles sont au nombre des citoyens manquants, c'est peut-être que quelque chose ne va pas avec la citoyenneté « en général » et la citoyenneté des hommes. Il faut en chercher les causes dans l'impunité des hommes et de la société quant aux crimes dont elles sont victimes. Tuer une femme reste moins grave que tuer un homme, dans bon nombre de pays.

Venons-en enfin au Nigeria, aux innombrables kidnappings et à cette terrible et révoltante histoire qui émeut si peu, réellement, celle des 200-300 lycéennes séquestrées, disparues. Boko haram, le groupe qui se consacre à ce genre d'action, à des massacres d'écolières et d'écoliers, à des *abductions* de filles et de femmes en série, se distingue de ce que nous avons pu voir dans la région de la Méditerranée nord et sud, en ce qu'il déclare un « programme » politique et éducationnel interdisant

l'accès à l'éducation « occidentale » à tous, et en particulier aux filles et femmes. Au moins, ils ont identifié leur cible : là aussi, ce ne sont pas particulièrement les femmes bien qu'elles soient un butin de guerre bienvenu (elle sont « épousées » nous dit-on) ; c'est l'éducation « occidentale ». Moins modernistes que les djihadistes qui s'intéressent aux technologies informatiques et en profitent, les boko-haramistes semblent pour l'instant se servir principalement de téléphones quand c'est possible. Le message est dans l'acte (le séquestre et le butin) et dans l'énorme outrage et scandale que cela peut représenter aux yeux des élites masculines nigérianes et internationales. Le calcul est erroné, car il n'y a aucun éclat particulier à l'affaire, outre les réactions de pure forme dans un premier temps. Il n'y a plus eu de deuxième temps (novembre 2014). Les boko-haramistes n'ont pas atteint leur objectif : le monde reste largement indifférent au sort des lycéennes.

La saison de la chasse libre aux femmes est ouverte. On le voit partout. On le voit aussi au Mexique, à Ciudad Juárez et ailleurs, où sévissent les mafias ou le narcotraffic, on le voit dans les pays arabes, on le voit en Europe dans le « front uni » de la plupart des partis et surtout des forces sociales conservatrices contre l'égalité entre les femmes et les hommes et contre la libération des femmes de leur positions historique de subalternité subie. Le capitalisme néolibéral n'est pas encore complètement épanoui, il n'a pas encore gagné les Boko haram. Mais quand, bientôt, il y parviendra, les filles et les femmes, ne seront plus seulement un message qu'on s'adresse entre hommes, elles seront la monnaie d'échange. Elles ont d'ailleurs déjà une valeur d'échange.

L'accumulation première des femmes a (re)commencé. Elle en fait des citoyennes manquantes.

¹ *London Review of Books*, Vol. 36 No. 20. Le 23 octobre 2014, p. 18.

² Désormais **19,144** depuis 1988 (en ce 20 octobre 2014) selon le blog de Gabriele Dal Grande, *Fortress Europe*, http://fortresseurope.blogspot.fr/2006/02/immigrants-dead-at-frontiers-of-europe_16.html, mais en réalité beaucoup plus nombreux : on n'y compte que ceux qui sont évincés. Très nombreux restent ceux dont la disparition n'a pas été signalée. Et on ne sait rien du nombre des départs. Or c'est la différence entre ce chiffre et celui des arrivées qu'il faudrait pouvoir comparer.

³ Alessandro Dal Lago, « Non è che l'inizio », *Il Manifesto*, 28-10-2005, p. 1 & 3 : « ce n'est que le début ».

⁴ Arundhati Roy, « The Doctor and the Saint », introduction à *Annihilation of Caste : The Annotated Critical Edition* de B.R. Ambedkar, Verso, Londres 2014. Que la lectrice ne s'y trompe pas : je n'affirme pas qu'il n'y ait pas d'hierarchie et d'inégalités sociales en Inde (appelées par certains « les castes »), tout au contraire. Ce que je conteste, c'est le caractère métaphysique attribué aux « castes », et l'imaginaire occidental – orientaliste, raciste et colonial – sur les « castes » comme éternelles. Sinon, l'Inde connaît une société inégalitaire à l'image de toutes les autres sociétés, avec ses spécificités, mais sans différence insurmontable ou incomparable.

⁵ Marcella Delle Donne, *Un cimitero chiamato Mediterraneo. Per una storia del diritto d'asilo nell'Unione Europea*, Rome, DeriveApprodi, 2004.

⁶ Sandro Mezzadra/Sandro Chignola, « RIVOLUZIONI. Europa-Maghreb, la democrazia può fare sponda », *Il Manifesto*, 16-2-2011, p. 1 ; Nicola Grigion/Matteo Rinaldini, « Un progetto comune, dall'Italia al Maghreb », *Il Manifesto*, 17-2-2011, p. 3 : « ci serve [...] un progetto comune, abbiamo bisogno di ibridarci e di confrontarci per scrivere insieme un nuovo statuto della cittadinanza, per tutti ».

⁷ En particulier en chassant, avec l'arrivée des nouvelles technologies, les femmes et les paysans de l'agriculture « traditionnelle » pour les remplacer dans un premier temps par des biens dont les technologies sont contrôlées en occident et bénéficient à celui-ci, avant que le marché mondial ne soit inondé de produits chinois.

⁸ Sandro Mezzadra/Sandro Chignola, op. cit.

⁹ Le 8 novembre 2014 on célèbre les 25 ans de la chute du mur (de Berlin). Qu'en est-il des autres murs infiniment plus meurtriers en nombres, tels que celui qui sépare la Palestine d'Israël, l'Europe de l'Afrique du côté de Ceuta et Melilla, de celui qui sépare la Baja California des Etats Unis?

¹⁰ Sandro Mezzadra, « Il labirinto delle migrazioni contemporanee », *UniNomade 2.0*, 2010, <http://www.uninomade.org/il-labirinto-delle-migrazioni-contemporanee/>

¹¹ *Vu d'en bas. Des Tunisiens de Lampedusa à Paris* (5 épisodes, 2012), un film de 63370882535027, <https://www.youtube.com/watch?v=6BR2sB1xNXQ>, vu en ligne le 15 nov. 2014.

¹² Étienne Balibar, *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'Etat, le peuple*, Paris, La Découverte 2001.

¹³ Mezzadra, « Ai confini della dittadinanza europea », manuscrit 2004.

¹⁴ Sandro Mezzadra – Enrica Rigo, « L'Europa dei migranti », in G. Bronzini, H. Fries, A. Negri, P. Wagner (sous la dir. de), *Europa, Costituzione e movimenti sociali*, Rome, Manifestolibri, 2003, pp. 213-230

¹⁵ Alessandro Dal Lago, « Aggressione all'umanità », *Il Manifesto*, 8-5-2009, p. 1. (Italics ajoutés.)

¹⁶ « La citoyenneté ne peut plus consister à fondre toutes les identités dans une conscience nationale unificatrice, par la répression s'il le faut; elle consiste à accroître la diversité, le débat et la représentation politiques à l'intérieur d'une collectivité qui se donne comme but principal le renforcement des droits de chacun plutôt que leur subordination à une unité et un intérêt nationaux tout-puissants et intolérants. » Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme?* Paris, Fayard 2000, p. 93.

¹⁷ Point de vue. Couramment, on affirme le contraire, c'est-à-dire que les droits humains comprennent les droits civiques. Mais ils ne comprennent pas le droit. La liste infinie des droits humains est constamment prolongée pour inclure de nouvelles catégories. Mais le droit a son cadre qu'il applique également aux droits humains. On remarquera que je récusé l'expression « droits de l'homme », qui suit le principe désormais épuisé à mes yeux, d'universalité neutre du masculin.

¹⁸ Pour la différence subalterniste et postcoloniale indienne à ce sujet, voir Partha Chatterjee, *The Politics of the Governed. Reflections on Popular Politics in Most of the World*, Columbia UP, New York 2004. *Politique des gouvernés*, trad. par Ch. Jacquet, Paris, Amsterdam 2009.

¹⁹ Franco Restaino et Adriana Cavarero, *Le filosofie femministe*, Turin, Paravia 1999.

²⁰ E. Varikas, « Genre et démocratie historique ou le paradoxe de l'égalité par le privilège », in: Michèle Riot-Sarcey (sous la dir. de), *Démocratie et représentation*, Paris, Kimé 1995, pp. 145-146.

²¹ Iveković Rada, « Une guerre de fondation en Europe ? » in *Asile - Violence - Exclusion en Europe*, M.-C. Caloz-Tschopp, A. Clevenot, M.-P. Tschopp (sous la dir. de), Groupe de Genève et Cahiers de la Section des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève, Genève 1994, p. 5-10.

²² Collège international de philosophie, Paris: séminaire de R. Iveković 2007-08, « Qu'apprendre de l'échec, de la perte? », R. Iveković, « La subjectivation par l'échec et par la dépossession de soi », *ibi*.

²³ A. del Re (sous la dir. de), *A scuola politica. Reti di donne e costruzione dello spazio pubblico*, Milan, Franco Angeli 2000, p. 18.

²⁴ É. Balibar, *ibid.*

²⁵ Rada Iveković, « The Limits of European Humanism », *Ovrtic* / 1/2011, pp. 105-119 ; « Que veut dire traduire ? Les enjeux sociaux et culturels de la traduction », juin 2009, *REVUE Asylon(s)*, N°7, 2009-2010, Que veut dire traduire ?, <http://www.reseau-terra.eu/rubrique171.html> ; « Des castes en Europe et des Roms au sein de l'humanité », *Cultures & conflits* n. 81-82, été 2011, pp 139-143) ; « Ricordi, perdita, vite sui confini. Riflessione a partire dallo scambio tra Manuela Fraire e Rossana Rossanda », dans *Donne, politica, utopia*, sous la dir. d'Alisa Del Re, Padova, Il poligrafo 2011, pp. 191-208 ; *Les citoyens manquants* (livre accessible en ligne), <http://www.reseau-terra.eu/article1061.html>

²⁶ Milos Tsernianski, *Le Roman de Londres*, traduit par Velimir Popović, Lausanne, L'Âge d'homme 1992 (Miloš Crnjanski, *Roman o Londonu*, 1971).

²⁷ Une partie importante de ce chapitre repose sur mon texte inspiré par Marie-Claire Caloz-Tschopp et son remarquable travail en général. Elle m'avait invitée à faire une présentation intitulée « La nouvelle universalité de l'exil » dans le cadre de son séminaire au Collège international de philosophie et à l'Université populaire de Genève le 19 mars 2011, « EXIL, CREATION PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE. Reconceptualiser l'exil (philosophie et citoyenneté contemporaine) ». Mon texte de cette intervention est publié dans la revue en ligne (*Re)penser l'exil* N° 1 <http://revue-exil.com/la-nouvelle-universalite-de-lexil/>, le 14 février 2012. Il a été prononcé le samedi 19 mars 2011 à la Maison des Associations à Genève. Merci à Marie-Claire Caloz-Tschopp qui en sait plus long que moi sur ces thématiques.

²⁸ Deleuze distingue entre les espaces striés et lisses, à la fois complémentaires et interférants, se traversant. Le lisse est un espace de glissement, d'errance et de liberté, alors que le strié est celui dont le mouvement s'appuie sur un ou des points qui le permettent. Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Mille plateaux*, Paris, Minuit 1972.

²⁹ *Convention internationale relative au statut des réfugiés* des Nations Unies (modifiée en 1967 pour élargir son périmètre concernant les réfugiés de l'après-Deuxième Guerre mondiale et d'Europe de l'Est à ceux de la décolonisation) dite *Convention de Genève*. Il y a plusieurs « Conventions de Genève » relevant du droit humanitaire).

³⁰ Les chiffres des morts confirmés dans leurs tentatives de traversée en la seule Méditerranée sont ahurissants, sans compter tous ceux qui échappent au comptage ou essaient d'autres frontières ; ils sont quelques 19,144 morts comptés depuis 1988 à mai 2014. Sandro Mezzadra/Brett Neilson, « Borders as Method », at the 2nd Flying University of Transnational Humanities, RICH, Hanyang University, Seoul, juin 25-29, 2011; Mezzadra, « Avventure mediterranea della libertà », in *Libeccio d'Oltremare*, A. Pirri (sous la dir. de), Rome, Ediesse 2011, pp. 113-136.

³¹ É. Balibar, *L'Europe, l'Amérique, la guerre*, Paris, La Découverte, 2003, pp. 38 ff.

³² Sandro Mezzadra, « Il Labirinto delle migrazioni contemporanee », *UniNomade*, 19-09-2010, <http://www.uninomade.org/il-labirinto-delle-migrazioni-contemporanee/>

³³ R. Iveković, *L'éloquence tempérée du Bouddha. Souverainetés et dépossession de soi*, Paris Klincksieck 2014.

³⁴ En réalité on sait pourquoi : l'Europe, une vague péninsule accrochée au grand continent de l'Asie, a voulu ainsi affirmer sa supériorité et l'insérer dans l'imaginaire universalisé de tous par l'inculcation d'une hiérarchie binaire et irréparable. L'« équation » des continents est bien entendu instrumentale pour conclure à la suprématie de l'un d'entre eux en toute « égalité » de forme.

³⁵ R. Iveković, « Que veut dire traduire ? Les enjeux sociaux et culturels de la traduction », juin 2009, *REVUE Asylon(s)*, N°7, 2009-2010, <http://www.reseau-terra.eu/article889.html> . Voir les textes rassemblés

³⁶ Rushdie, *La Honte*, tr. par J. Guiloineau, Paris, Plon 1998.

³⁷ Chakravorty Spivak Gayatri, *Les subalternes peuvent-elles parler?*, tr. J. Vidal, Paris, Amsterdam 2009.

³⁸ Cet optimisme est sans compter avec la guerre civile installée en Libye par l'occident, avec la guerre de revanche et de vengeance que l'organisation de l'Etat islamique en Syrie et au Levant – et au delà (« Daesh ») - fait à l'« occident » et aux shiites, sans compter avec leur empressement à retracer les frontières, avec le commun accord de sacrifier les femmes ou avec le pourrissement, après un premier élan bien révolutionnaire. Il s'agit surtout de la tentative d'ériger un Etat où il n'y en avait point, dans la reterritorialisation qui traverse plusieurs pays où s'étaient annoncées des insurrections. Il reste probable que les « printemps arabes » aient déclenché quelque chose qui mettra quelques décennies à s'établir, et changera encore de forme.

³⁹ Chantal Mouffe, *On the Political*, Londres, Verso 2005; *The Democratic Paradox*, London, Verso 2000.

⁴⁰ Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, op. cit. ; *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte/MAUSS 1994.

⁴¹ Edouard Glissant, *Le Tout-Monde*, Paris, Gallimard 1993. «Le cri du monde» est une conférence de Glissant et un terme qui apparaît régulièrement dans son travail.

⁴² Deleuze Gilles, Guattari Felix, *Mille plateaux*, Paris, Minuit 1972; voir en particulier « Introduction: Rhizome ».

⁴³ Herbert Marcuse, *Vers la libération*, trad. par J-B. Grasset, Paris, Minuit, 1969; *Contre-révolution et révolte*, trad. par D. Coste, Paris, Seuil 1973 ; *L'Homme unidimensionnel*, trad. de l'anglais par Monique Wittig et l'auteur, Paris, Minuit 1968 (1964) etc.

⁴⁴ « capitalisme guerrier » parce que ce capitalisme, qu'on appelle encore, selon les optiques, postindustriel, néolibéral, globalisé, prédateur ou spoliant, postcolonial, capitalisme dépossédant (les personnes de leurs biens mais aussi tout le monde des biens communs), dévastateur en termes de santé publique, d'écologie, de climat (dans les grandes villes en Chine et ailleurs on ne respire déjà plus, on paye cher l'air), capitalisme financier ou encore capitalisme cognitif. Il

portera d'autres noms encore.

⁴⁵ Etienne Balibar, « Démocratiser la démocratie. Pourquoi ? Où ? Comment ? » 2012, Conférence publique 22 nov. 2014, Montréal et suite : http://www.cjf.qc.ca/upload/cjf_autres/18_LIVRET_14_Conference_22-11-12_Balibar2.pdf ; *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte 1992 ; *Nous, citoyens d'Europe ? Les Frontières, l'Etat, le peuple*, Paris, La Découverte 2001 ; Boaventura de Sousa Santos, (dir. livre collectif, avec les contributions de Maria Joze Arthur, Leonardo Arvitzter, Sakhela Buhlungu, Patrick Heller), *Democratizar a democracia: os caminhos da democracia participativa*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2002, et Porto: Edições Afrontamento, Porto, 2003. En anglais: - (sous la dir. de) *Democratizing Democracy. Beyond the Liberal Democratic Canon*. London, Verso, 2005.

⁴⁶ *Oùtiç ! 4, 2/2013, Deconstructing Democracy*. Alain Brossat, *La Démocratie*, Marseille, Al Dante 2013.

⁴⁷ Ernesto Laclau, *La raison populiste*, tr. par J-P. Ricard, Paris, Seuil 2008.

⁴⁸ Brett Neilson/Sandro Mezzadra, *Border as Method, or, The Multiplicatoin of Labor*, Durham, Duke UP 2013.

⁴⁹ En 2010 particulièrement, mais aussi en tout temps.

⁵⁰ Eric Fassin remarquait dans l'émission *28 minutes* d'Arte à la télévision le 7 novembre 2014 que l'on utilise aujourd'hui l'euphémisme de « Gitans » lorsqu'on veut effacer toute référence à des discriminations, alors qu'on parle de « Roms » dès qu'il y a à affirmer des « problèmes » fâcheux concernant cette minorité.

⁵¹ *Veda* de 1500 avant l'ère commune (EC) à 800 avant l'EC à peu près, livre de la « révélation » dans le brahmanisme et plus tard, dans l'hindouisme.

⁵² Le terme de « caste » est occidental et d'origine latine. Bien qu'il signifie une hiérarchie, il ne désigne aucun objet certain pour les langues indiennes ou même l'anglais indien. Les Indiens connaissent d'autres termes pour les hiérarchies sociales, entre autres *varna* (ancienne théorie sur la division sociale) dont nous avons déjà parlé, et dont *jāti*, plus moderne dans son utilisation aujourd'hui et qui veut dire « naissance » (comme « nation »), mais désigne en général des unités plus petites, familiales, et aussi parfois la religion. Le terme de « caste » est appliqué tantôt à l'un, tantôt à l'autre et est donc désormais un troisième terme pour désigner la hiérarchie y compris en Inde, mais les trois se recourent. La théorie sur les castes représente une grande confusion, même si les sociologues les plus éminents s'y sont penchés.

⁵³ Cette sociologie invente des termes comme « caste » pour déguiser un objet non identifiable et difficilement traduisible. Iveković R., « Des castes en Europe et des Roms au sein de l'humanité », *Cultures & conflits* n. 81-82, été 2011, pp 139-143.

⁵⁴ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison, III*, tr. par P. Fulchignoni, G. Granel, N. Negri, Paris, Gallimard 1978 [Quaderni dal carcere 10-13].

⁵⁵ Dans les années 1980 sortaient les premiers recueils de textes de l'école de pensée « Subaltern Studies » sous ce même titre. Les publications continuèrent depuis, et l'orientation désormais démultipliée connaît aujourd'hui un renouveau plus spécifiquement en Inde mais aussi sur les autres continents.

⁵⁶ Laclau, Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialistes. Vers une politique démocratique radicale*, op. cit.

⁵⁷ Partha Chatterjee, *Politique des gouvernés*, op. cit.

⁵⁸ Danis Tanović, film : *Berač željeza* (« La femme du ferrailleur »), 2013. Anina Ciuciu, Pierre Chopinaud, Lise Foisneau, Valentin Merlin, Saimir Mile, *Avava Ovava. Et nos enfants aimants rachèteront l'innocence du monde*, Marseille, Al Dante/La voix des Roms 2014.

⁵⁹ Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau arriver. Sur l'art municipal de détruire un bidonville, textes réunis et présentés par Sébastien Thiéry, Paris, Post-edition 2013. E. Balibar, « Ce que nous devons aux 'Sans-Papier' », *Transversal.eipcp*, eipc.net

⁶⁰ Jusqu'au livre d'E. Laclau sur le populisme, on ne concevait pas de populisme de gauche. C'était d'ailleurs le reproche de l'auteur : le langage politique, ou plutôt la langue de bois des journalistes, politiciens et chercheurs disait que le populisme ne pouvait être que de droite et était même le synonyme de « droite ». Voir Chantal Mouffe, « la démocratie a besoin de passion et de confrontation », *MO (Mondiaal nieuws)* 5 dec. 2013, mo.be

⁶¹ « Sécession » techniquement parlant. Mais la terminologie est piégée. Politiquement parlant il ne s'agirait de sécession que pour le point de vue issu de la Yougoslavie une et indivise, un point de vue qui a été invalidé par les guerres et repris par le nationalisme serbe. Selon les points de vue multiples originaires de l'ancienne Yougoslavie, les terminologies varient. Et, si l'on peut parler de guerres civiles de manière générale, pour les patriotes croates il ne peut s'agir que d'une guerre de libération, comme le Pakistan officiel n'a pu parler de partition de l'Inde Britannique mais seulement d'indépendance. Techniquement parlant en Yougoslavie il y eut et agressions et guerres civiles. En slovène le terme de *razdruženje* a été utilisé officiellement : *dis-sociation*. Il existe dans les autres langues yougoslaves, mais y serait plus difficilement utilisé à cause de la plus grande brutalité de la séparation. L'historien italien Claudio Pavone ne montre-t-il pas qu'une guerre peut cacher une guerre civile ? *Una guerra civile*, Turin, Bollati Boringhieri 1991.

⁶² *Izbrisani*, Amnesty International : www.amnesty.si/izbrisani ; « The Erased » : en.m.wikipedia.org ; *Rapport 2012 : Les « effacés »*, www.amnesty.org en français.

⁶³ Ainsi les frontières, par leur multiplication, deviennent *la* méthode du nouveau système politique et économique, meurtrier. Mezzadra-Neilson, *Borders as Method*, op. cit.

⁶⁴ Melting-pot Europa, Citizens without borders : <http://www.meltingpot.org/+CitizensWithoutBorders+>.html

- ⁶⁵ Wendy Brown, *Murs : les Murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, tr. par N. Vieillescazes, Paris, Les Prairies ordinaires 2009 ; *Walled States, Waned Sovereignty*, 2010.
- ⁶⁶ Mezzadra 2004, « Ai confini della cittadinanza europea », *op. cit.*
- ⁶⁷ Radomir Konstantinović, *Filosofija palanke* (« La philosophie du bourg »), Nolit, Belgrade 1981 (1^{ère} éd. 1969). Le terme *palanka* qu'utilise l'auteur désigne un « esprit de bourg » d'envies irréalisables qui ont mal tourné.
- ⁶⁸ Française en l'occurrence, bien entendu (car Calais) : à chaque peuple la sienne. Konstantinović « Le nazisme serbe est possible comme tout autre nazisme » : Radomir Konstantinović, « Sur le nazisme serbe », *Lignes* n. 06, 2001, *Identités indévisibles*, p. 53-74, *op. cit.*
- ⁶⁹ Par opposition au « sans frontières » de la jungle.
- ⁷⁰ R. Konstantinović selon Dušan Komarčević, dans « Tri godine bez Radomira Konstantinovića: Žilavi duh palanke », *Radio Slobodna Evropa*, le 24 octobre 2014, <http://www.slobodnaevropa.org/content/tri-godine-bez-radomira-konstantinovića/26651394.html>
- ⁷¹ Olivier Roy, *En quête de l'Orient perdu. Entretiens avec J-L. Schlegel*, Paris, Seuil 2014.
- ⁷² Voir Naqd n. 31, *Machrek-Maghreb-Sahara-Sahel. La nouvelle donne géostratégique*, Alger 20 2013/14.
- ⁷³ Immanuel Wallerstein, « Tout se transforme. Vraiment tout ? », working paper n. 32 du Collège d'études mondiales, FMSH-WP-2013-32, mai 2013 Paris, et autres travaux de l'auteur. Site personnel : www.iwallerstein.com
- ⁷⁴ Mon chapitre « Le corps parlé, la langue sans perte » sur les Talibans, dans *Dame Nation. Nation et différence des sexes*, Ravenne, Longo editore 2003.
- ⁷⁵ Le problème a également des racines plus anciennes, au début du 20^e siècle dans le premier sionisme et les installations individuelles de juifs européens en Palestine.
- ⁷⁶ Une série de guerres britanniques très brutales contre la Chine pour « ouvrir le marché chinois ». Les Britanniques eurent l'idée de s'insérer dans le marché chinois en le créant, c'est-à-dire en créant l'addiction pour l'opium qu'ils firent cultiver aux Indiens en Inde britannique, pour l'écouler en Chine. Amitav Ghosh, *Un océan de pavots*, tr. de Ch. Besse, Paris, Laffont 2013, et *Un fleuve de fumée*, Paris, Laffont 2013. Julia Lovell, *The Opium War: Drugs, Dreams and the Making of Modern China*, Londres, Pan Macmillan Picador 2011.
- ⁷⁷ Proche orient ou Asie de l'est, comme écrivaient les Indiens. 1^{ère} Guerre de l'opium 1839-1842, Deuxième guerre de l'opium 1856-1860.
- ⁷⁸ Olivier Roy, propos recueillis par Nicolas Truong, « L'attrait du djihad, un nihilisme générationnel, qui dépasse la sphère musulmane », *Le Monde*. 26.09.2014.
- ⁷⁹ Chris Chaplin, « The Islamic state and radicalisation : the need for informed opinion and proportion », 22 oct. 2014, opendemocracy.net. En grand détail informations dédramatisantes sur divers groupes islamistes et leurs rapports réciproques.
- ⁸⁰ Ceci et autre chose dans : Nadia Tazi, *Le genre intraitable. Politiques de la virilité en islam*, Paris, manuscrit de livre.
- ⁸¹ *Οὐτίς ! 1/2011, Révoltes migrantes; Οὐτίς ! 3, 1/2013, Pouvoir destituant. Au-delà de la résistance*, divers auteurs.
- ⁸² Yalta et la Guerre froide étaient précédées par une mise en condition avant la Seconde guerre mondiale dans la forme de la « Doctrine Monroe » surtout par rapport à Cuba, doctrine selon laquelle les Etats Unis gardent leur pré carré en Amérique latine et séparent leurs sphères d'influence de celles de l'Europe.
- ⁸³ *Fortress Europe*, <http://fortresseurope.blogspot.com>
- ⁸⁴ Ernesto Laclau, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, tr. de l'anglais par C. Orsoni, Paris, la Découverte 2000.
- ⁸⁵ Carl Schmitt, *La notion du politique : théorie du partisan*, tr. par M-L. Steinhauser, Paris, Flammarion 2009.
- ⁸⁶ Roberto Esposito, *Communitas. Origine e destino della comunità*, Turin, Einaudi 1998, p. XXIV.
- ⁸⁷ Philip Aidan, « Femmes, soins et parcours d'exil », TERRA, <http://www.reseau-terra.eu/article492.html>.
- ⁸⁸ M. Foucault, *L'Herméneutique du sujet. Cours au Collège de France. 1981-1982*, Paris, Hautes Etudes - Gallimard – Seuil 2001.
- ⁸⁹ Paul Ginsborg, *Berlusconi. Ambizioni patrimoniali in una democrazia mediatica*, tr. de l'anglais en italien par E. Benghi, Turin, Einaudi 2003, p. 29.
- ⁹⁰ Guillemets parce qu'aucune de ces dénominations ne correspond à un contenu soit expérientiel soit « scientifique ».
- ⁹¹ Voir Geneviève Fraisse, *Muse de la raison, la démocratie exclusive et la différence des sexes*, Paris, Alinéa 1989; *La Raison des femmes*, Paris, Plon 1992, et R. Iveković *Le sexe de la nation*, 2003.
- ⁹² Collette Guillaumin, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, *op. cit.*
- ⁹³ L'« abjet » n'est ni sujet ni objet et réfute le binaire. Julia Kristeva, *Pouvoirs de l'horreur. Essai sur l'abjection*, Paris, Seuil 1980.